



ACTIVITÉ 2014



Le présent rapport illustre l'activité de **Bpifrance** au cours de l'année 2014, à partir de données de gestion disponibles au 15 janvier 2015.

Il ne se substitue, en aucun cas, au rapport annuel de la société qui sera établi à partir des comptes de **Bpifrance** certifiés par ses commissaires aux comptes et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

ÉDITO

2014 : UNE ANNÉE EXCEPTIONNELLE POUR DÉVELOPPER LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

Après un exercice 2013 consacré à la création de **Bpifrance**, 2014 a constitué une année de déploiement intense de la gamme de ses outils de financement des entreprises.

Cette mobilisation de l'ensemble des équipes et des moyens d'intervention de **Bpifrance**, en régions comme au siège, est intervenue dans une conjoncture marquée par la persistance de la morosité de la plupart des acteurs économiques. Malgré ce contexte, l'activité de l'ensemble des métiers a marqué une forte croissance, permettant à **Bpifrance** de soutenir la mobilisation de ses partenaires.

Pour accompagner la croissance des entreprises, sa première priorité, **Bpifrance** a déployé, en 2014, l'ensemble de ses métiers de financement et d'investissement.

En matière de financement, **Bpifrance** a mis cette année l'accent sur les prêts de développement, qui ont connu une croissance de 39 % des engagements. Ces prêts, dédiés au financement de l'immatériel et du BFR, interviennent en complémentarité de l'offre des banques de réseaux. En matière de financement classique, court comme moyen-long terme, **Bpifrance** a continué de jouer son rôle de co-financeur, en cohérence avec la place, et d'assurer un soutien fort de la trésorerie des entreprises via le préfinancement du CICE, dont les accords ont été multipliés par près de 3 et s'élèvent à 2,35 Md€.

L'activité d'investissement en fonds propres a également connu une année de forte croissance, dans toutes ses composantes. Le fonds de fonds, national comme régional, pour compte propre ou de tiers, a vu ses souscriptions augmenter de 44 %. Les activités d'investissement direct ont également connu une croissance à 2 chiffres, avec une performance notable des investissements dans les PME et ETI en régions.

En 2014, **Bpifrance** a également amplifié ses interventions afin de préparer la compétitivité de demain : innovation, secteurs d'avenir, export, etc.

Le financement du continuum de l'innovation a ainsi connu une année exceptionnelle avec, pour la première fois, plus d'1 Md€ d'aides et prêts accordés par **Bpifrance** ; les prêts à l'innovation ont connu une montée en puissance significative, avec une croissance de 90 %. En outre, **Bpifrance** a fortement renouvelé la population d'entreprises soutenues en innovation.

Bpifrance a poursuivi son soutien aux secteurs d'avenir, avec la mise en place de financements dédiés à l'ESS, ainsi que des interventions accrues, notamment en prêts, aux entreprises de la transition écologique et énergétique ou du numérique.

Afin de soutenir les projets de développement à l'international des entreprises, **Bpifrance** a fortement développé son offre de financement de l'export.

En 2015, **Bpifrance** mettra l'accent sur le déploiement à l'international des entreprises et s'appuiera sur ses partenariats avec Coface et Business France (ex-Ubifrance) ainsi que sur ses partenaires étrangers, en particulier européens. **Bpifrance** favorisera l'accompagnement des entreprises dans toutes ses dimensions, en cohérence avec les politiques régionales.

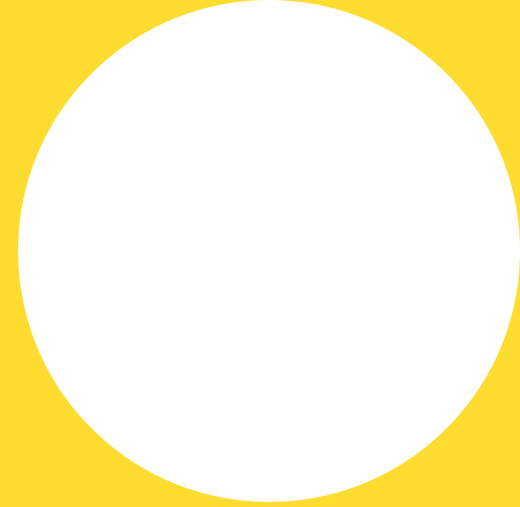
À l'écoute des besoins des entreprises, ses équipes poursuivront leur mobilisation au service de la croissance du tissu économique pour Servir l'Avenir.

Nicolas Dufourcq,
Directeur général **Bpifrance**

ACTIVITÉ 2014

1 FAITS MARQUANTS 2014	6
2 CHIFFRES CLÉS	14
3 L'IMPACT DE L'ACTION DE Bpifrance	22
4 LA MOBILISATION DE Bpifrance POUR L'INVESTISSEMENT EN 2014	36
5 LES PRIORITÉS D' ACTIONS 2014	88
6 COMMUNICATION : ÉVÉNEMENTS	126
7 Bpifrance, INVESTISSEUR ET FINANCEUR TOUJOURS PLUS RESPONSABLE	132
8 RESSOURCES HUMAINES : « FAIRE Bpifrance »	140

1. FAITS MARQUANTS 2014



1

JANVIER

- Au terme de 7 années couronnées de succès, avec près de 100 *start-up* accompagnées par **Bpifrance** dans la Silicon Valley, le *French Tech Tour USA* évolue et devient *ubi i/o*.
- **Bpifrance** et le ministère de la Défense mettent en place le « Prêt SOFIRED-PME Défense » à destination des projets de PME des territoires concernées par les restructurations de la Défense.

2

FÉVRIER

- **Bpifrance** annonce le lancement opérationnel du Fonds de Développement des Entreprises Nucléaires (FDEN), co-souscrit avec Alstom, EDF, Areva, Vinci et Eiffage et doté de 133 M€.
- **Bpifrance**, dans le cadre de son programme d'Innovation Stratégique Industrielle, accorde plus de 10 M€ au programme ALIPEX de développement d'un antimicrobien de nouvelle génération.

3

MARS

- Le Fonds Biothérapies Innovantes des Maladies Rares, géré par **Bpifrance** au titre du PIA, réalise son 1^{er} investissement avec une prise de participation de 3 M€ dans la société GenSight Biologics.
- **Bpifrance** et Best Western France constituent un fonds de garantie de 2 M€, porté à 3,2 M€ dès 2016, pour financer les investissements des membres de la coopérative Best Western France.
- Le Fonds Bois, géré par **Bpifrance**, et NCI, acteur majeur du capital investissement régional normand, investissent 5 M€ dans Groupe PGS, leader de la palette bois, pour son développement à l'international.
- **Bpifrance** et l'INPI lancent la Bourse *French Tech*, dispositif de soutien à l'innovation non technologique, pour un montant annuel de 10 M€.
- **Bpifrance** ouvre son bureau au sein de la représentation commune avec la Caisse des dépôts auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

4

AVRIL

- **Bpifrance** accompagne le groupe Looping, leader indépendant de l'exploitation de parcs de loisirs régionaux en Europe, aux côtés d'Alcentra et HIG Capital dans la recomposition de son capital.
- Le Fonds Écotechnologies, géré par **Bpifrance** dans le cadre du PIA, investit 5 M€ aux côtés d'AREVA dans la société Nénuphar, pionnier de l'éolien vertical flottant, à l'occasion d'une augmentation de capital de 15 M€.

5

MAI

- **Bpifrance** et Ixo Private Equity co-investissent au capital du Groupe Panther, spécialisé dans la création et la distribution de produits d'hygiène et de beauté.

JUIN

- Attijariwafa Bank et **Bpifrance** signent un protocole d'entente visant à favoriser les échanges et le développement des entreprises françaises et marocaines.
- **Bpifrance** investit 180 M€ pour sa première opération de capital transmission dans Sermeta, en accompagnement de la famille Le Mer et aux côtés de Crédit Mutuel Arkéa.
- **Bpifrance** participe à une levée de fonds de 74 M€ réalisée par Sarenza, leader français de la vente en ligne de chaussures, pour accélérer son développement en Europe et consolider son *leadership* français.
- Fort du soutien de **Bpifrance** et de CDB Capital, qui contribuent chacun à hauteur de 100 M€, le *Sino French Midcap Fund* rassemble plus de 400 M€ pour son premier *closing*.
- **Bpifrance** débute les Rencontres 2014, dédiées à l'investissement dans chaque capitale régionale.

JUILLET

- **Bpifrance Le Lab**, *think tank* créé en mars 2014, présente les résultats de son étude « Les chefs d'entreprise savent-ils anticiper leur avenir ? », réalisée à partir de 10 ans d'enquêtes de conjuncture auprès de 24 000 entreprises.
- Isai Développement, fonds souscrit par **Bpifrance**, participe à la levée de fonds de 100 M\$ de BlaBlaCar.
- **Bpifrance** entre au capital de la Société Choletaise de Fabrication. Cette 3^e opération du Fonds pour les Savoir-Faire d'Excellence soutient cette entreprise spécialisée dans la manufacture de lacets, galons et autres sangles.

6

7

9

SEPTEMBRE

- Automobile : **Bpifrance** participe à l'augmentation de capital de la société Groupe Ateliers des Janves, via le FMEA, afin de financer son projet de développement en Russie et la modernisation de son outil de production en France.
- **Bpifrance** et Euler Hermes s'associent pour une nouvelle offre de financement court terme (Avance+ Export) dédiée aux PME / ETI exportatrices.
- Le Fonds Ambition Numérique, géré par **Bpifrance** au titre du PIA, investit dans Neotys, leader des solutions de test de charge et de performance d'applications web et mobiles, aux côtés d'Aradian.

10

OCTOBRE

- Le projet de R&D « micro-organismes pour l'agriculture durable », porté par la PME Biovitis, le groupe coopératif Limagrain et 2 instituts du CEA, reçoit 4,1 M€ du programme PSPC. Opéré par **Bpifrance** dans le cadre du PIA, ce programme a été renforcé de 270 M€ en 2014.
- **Bpifrance** prend une participation de 15,4 % dans le capital de NEOEN, acteur clé de la Transition Énergétique et Écologique (TEE).
- **Bpifrance** renforce, à 2,3 %, sa participation au capital du Fonds Européen d'Investissement et en devient, à parité avec la KfW, le 1^{er} actionnaire financier. Il dispose d'un élu au conseil d'administration.

NOVEMBRE

- **Bpifrance** lance Croissance Mezzanine, doté de 150 M€ et dédié aux investissements en quasi-fonds propres dans des PME et ETI françaises.
- Dans le cadre du plan Services Sans Contact de la Nouvelle France Industrielle, BNP Paribas, **Bpifrance**, Carrefour, le CNRFID, Gemalto, Orange et SNCF organisent un challenge dédié aux *start-up* / PME.
- Le Fonds National d'Amorçage (FNA), géré par **Bpifrance** au titre du PIA, annonce la création du fonds CAP INNOV'EST dédié aux entreprises situées en Alsace, Bourgogne et Franche-Comté pour un montant initial de 36 M€.

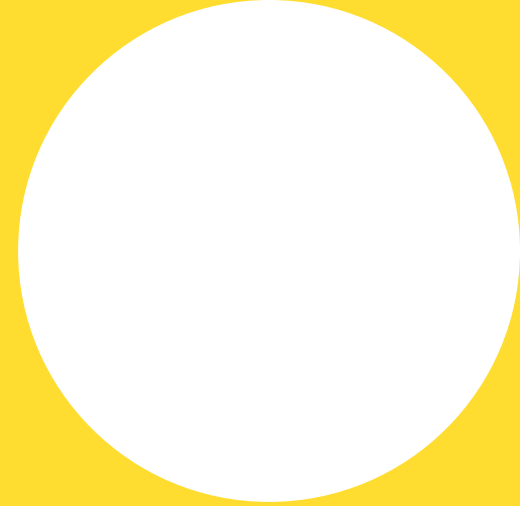
11

DÉCEMBRE

- **Bpifrance** lance la nouvelle version de TousNosProjets.fr, la place de marché française de la finance participative (*crowdfunding*).
- VD Industry, acteur dans la conception, fabrication et distribution de fenêtres, portes et cloisons résistantes au feu, ouvre son capital à **Bpifrance** et à l'ILP (Institut Lorrain de Participation). Il s'agit de la 23^e société investie par France Investissement Régions (pôle chargé des investissements inférieurs à 4 M€) à ouvrir pour la 1^{re} fois son capital, en 2014.

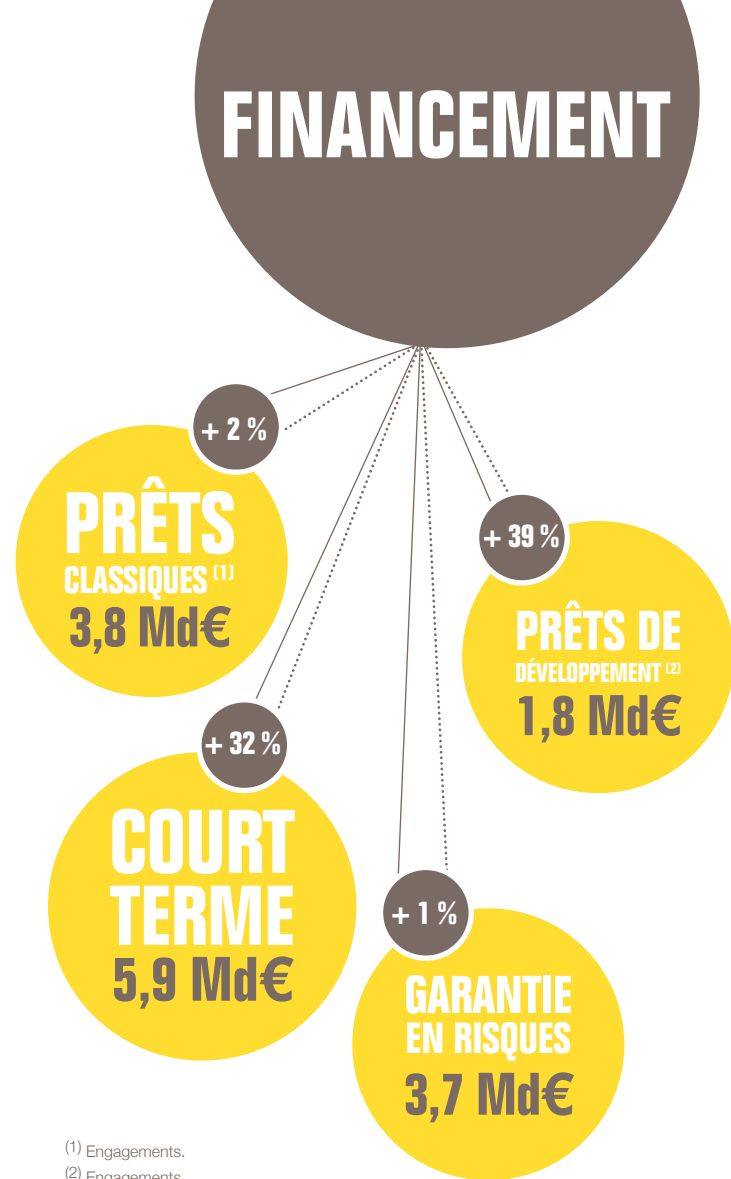
12

2. CHIFFRES CLÉS



2.1

Cofinancement et garantie : une croissance sans précédent des prêts de développement



(1) Engagements.

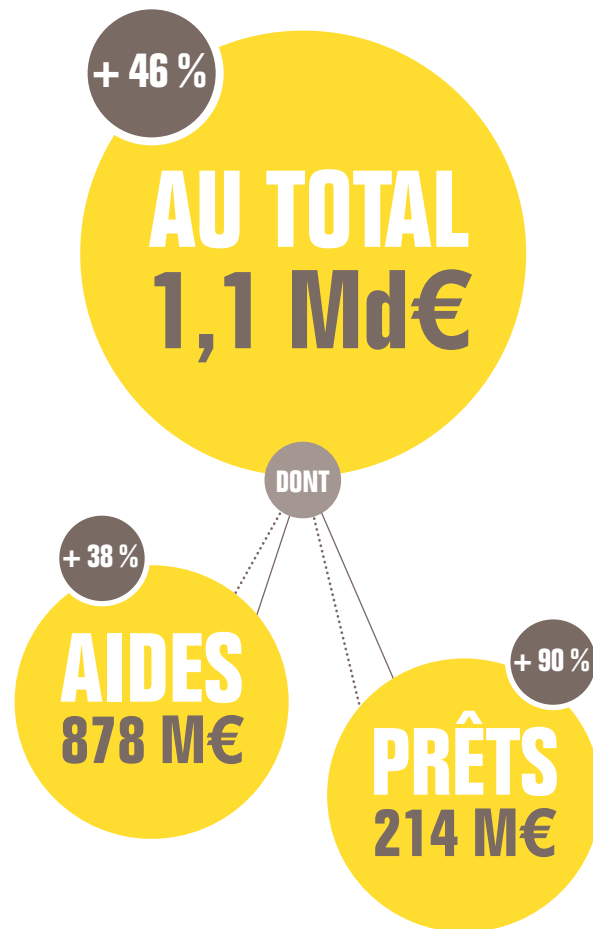
(2) Engagements.

Note : % de croissance vs 2013.

2.2

Aide et financement de l'innovation : une action en forte croissance

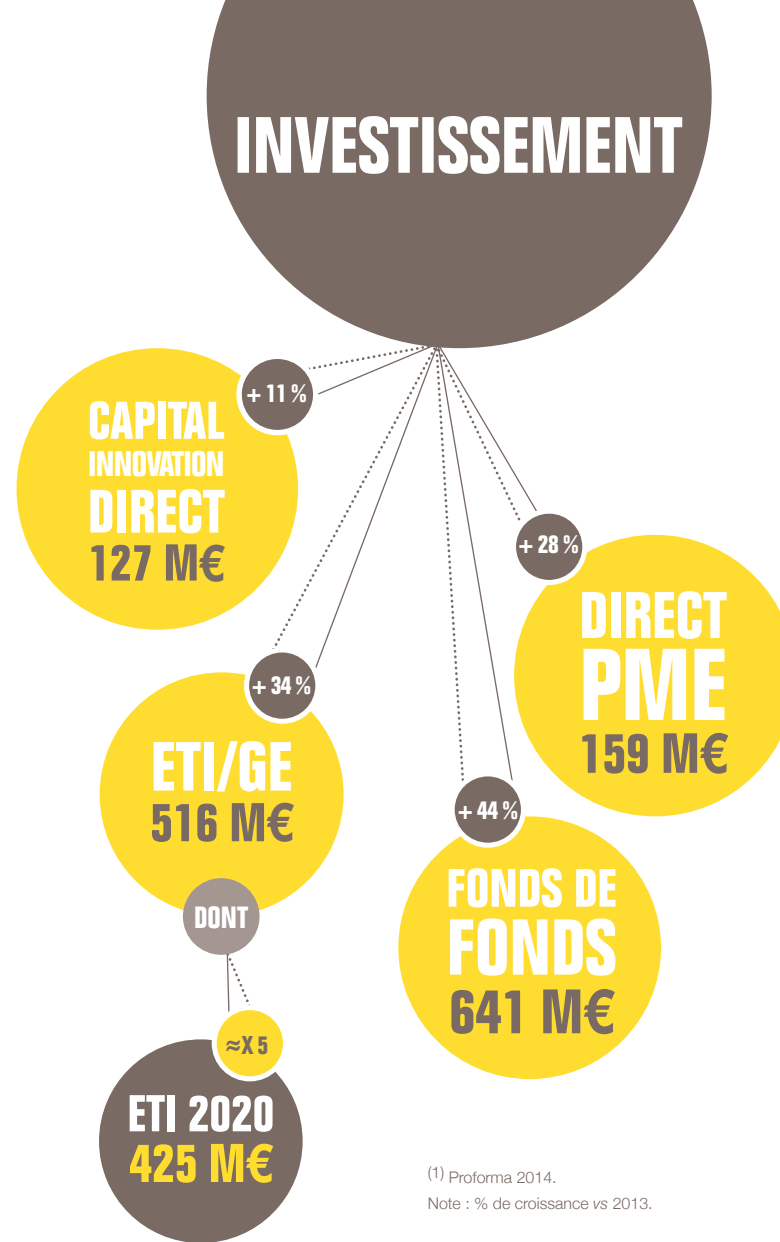
INNOVATION



Note : % de croissance vs 2013.

2.3

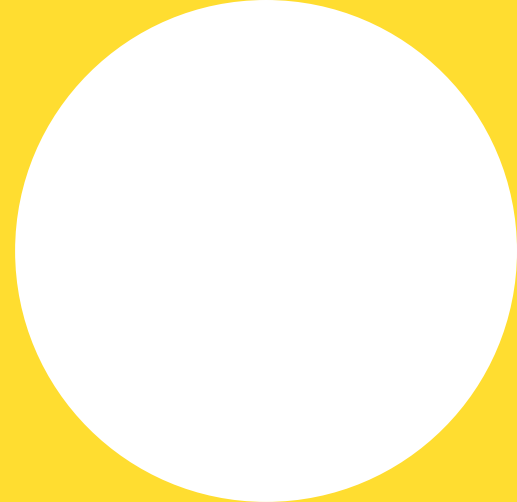
Fonds propres ⁽¹⁾



(1) Proforma 2014.

Note : % de croissance vs 2013.

3. L'IMPACT DE L'ACTION DE Bpifrance



Accompagner les entreprises à potentiel de croissance dans leurs investissements, renforcer la pérennité des entreprises tout juste créées ou transmises, aider les entreprises fragilisées par la crise à redresser leur trésorerie : les interventions de **Bpifrance** auprès des entreprises sont dimensionnées et conçues pour répondre à leurs besoins aux différentes étapes de leur vie.

Elles poursuivent des objectifs économiques précis qui visent à corriger les imperfections du marché.

Afin d'apprécier l'atteinte de ces objectifs, **Bpifrance** a développé des indicateurs. Étant donné le délai nécessaire pour observer l'effet des interventions de **Bpifrance** sur les entreprises, les indicateurs rendent compte du développement des entreprises financées en 2009. Les résultats sont mis en perspective en les comparant à ceux d'entreprises françaises similaires non soutenues.

LES 4 ACTIONS DE Bpifrance

1

**FAVORISER
LA CROISSANCE**

2

**PÉRENNISER
LES ENTREPRISES
EN CRÉATION**

3

**FACILITER
L'ACCÈS AUX
CRÉDITS COURT
TERME**

4

**PARTAGER
LES RISQUES**

3.1

Favoriser la croissance des entreprises à potentiel de croissance

PRÊTS DE DÉVELOPPEMENT

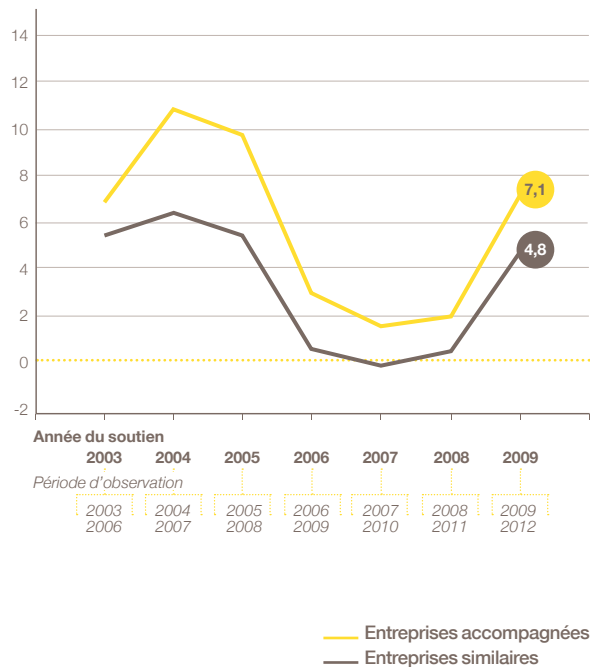
CAPITAL DÉVELOPPEMENT

COFINANCEMENT

Des entreprises à potentiel qui se développent plus vite

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

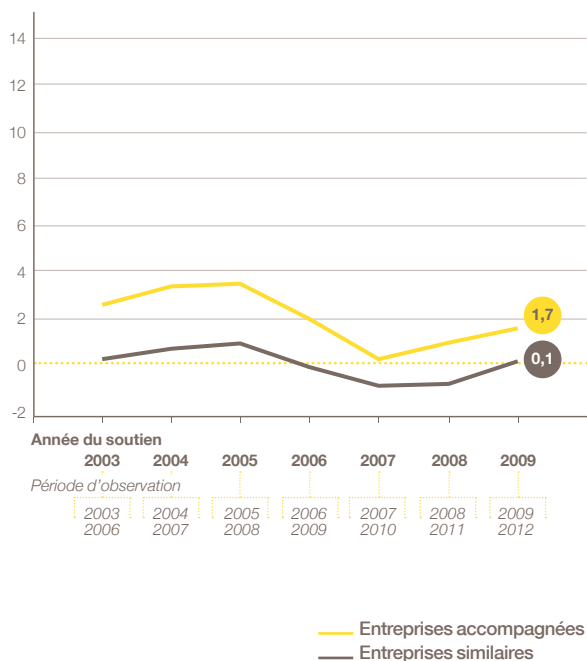
Taux de croissance annuelle moyenne au cours des 3 années suivant la mise en place du soutien (en %)



Source : Bpifrance.

• ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

Taux de croissance annuelle moyenne
au cours des 3 années suivant
la mise en place du soutien (en %)



Source : Bpifrance.

Grâce à des dispositifs leur permettant d'entreprendre des investissements importants, les entreprises à potentiel de croissance soutenues par Bpifrance se développent plus vite que les entreprises similaires.

Celles soutenues en 2009 renouent avec la croissance et réalisent un Taux de croissance annuel moyen (TCAM) du CA sur 3 ans de 7,1 % (contre 4,8 % pour les entreprises similaires). Elles renouent avec la croissance même si elles n'atteignent pas encore les niveaux d'avant crise. Dans le même temps, le TCAM des effectifs de ces entreprises s'est élevé à 1,7 % (contre 0,1 % pour les entreprises similaires non soutenues) : la croissance des effectifs réagit avec un décalage dans le temps d'1 an par rapport à la croissance du CA.

+ 7,1 %
ENTREPRISES
ACCOMPAGNÉES

+ 4,8 %
ENTREPRISES
SIMILAIRES

Note : TCAM du CA sur 2009-2012.

3.2

Pérenniser les entreprises en création et en transmission

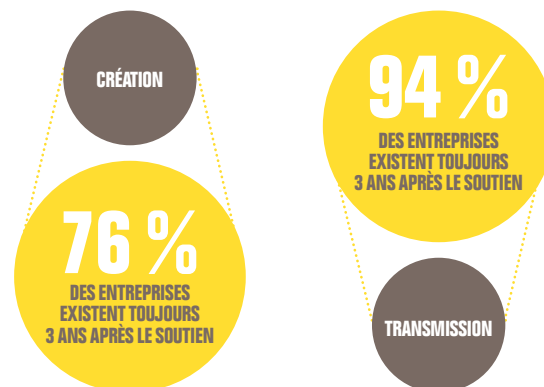
GARANTIE

Des entreprises en création et en transmission plus pérennes

La création et la transmission sont 2 étapes risquées de la vie d'une entreprise. L'intervention de **Bpifrance** vise, ici, à limiter le risque de défaillance très élevé lié au démarrage d'une activité ou lorsqu'il est nécessaire d'impulser une nouvelle dynamique dans l'activité suite à une transmission.

Dans ces 2 cas, la pérennité à 3 ans des entreprises financées par Bpifrance est supérieure à celle des entreprises similaires et non soutenues.

- En 2013, 3 ans après l'intervention de **Bpifrance**, 76 % des entreprises en création dont le crédit a été garanti par **Bpifrance** existent toujours, contre 71 %⁽¹⁾ pour les entreprises similaires.
- Et 94 % des entreprises en transmission dont le crédit bancaire a été garanti par **Bpifrance** existent toujours, contre 90 % pour les entreprises similaires.



⁽¹⁾ Source : enquête SINE redressée afin de correspondre à la population des entreprises bénéficiaires d'une garantie.

3.3

Faciliter l'accès aux crédits court terme aux entreprises financièrement fragiles

PRÉFINANCEMENT CICE

MOBILISATION DE CRÉANCES

GARANTIE RENFORCEMENT DE TRÉSORERIE

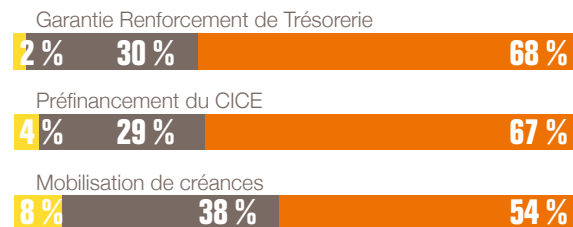
Des entreprises financièrement fragiles soutenues en trésorerie

Bpifrance s'adresse aussi aux entreprises ayant un niveau de solvabilité⁽¹⁾ faible et leur permet de continuer leur activité pendant les périodes de tensions sur leur trésorerie.

Les entreprises bénéficiant de ces dispositifs ont des niveaux de solvabilité plus faibles que l'ensemble des entreprises notées par la Banque de France. Ce soutien facilite le maintien de leurs lignes de crédits.

• RÉPARTITION DES ENTREPRISES SOUTENUES EN 2013 PAR NIVEAU DE SOLVABILITÉ

DISPOSITIFS ÉTUDIÉS



BANQUE DE FRANCE



■ Forte ■ Moyenne ■ Faible

Source : Bpifrance.

⁽¹⁾ Niveau de solvabilité « Forte » : cotations Banque de France 3++ à 3/ « Moyenne » : cotations 4+ et 4/ « Faible » : cotations 5+ à 9.

3.4

Partager les risques avec les banques privées

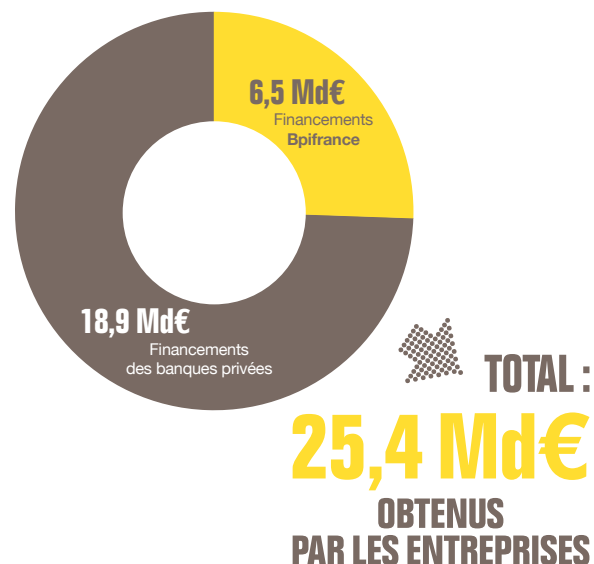
PRÊT DE DÉVELOPPEMENT

COFINANCEMENT

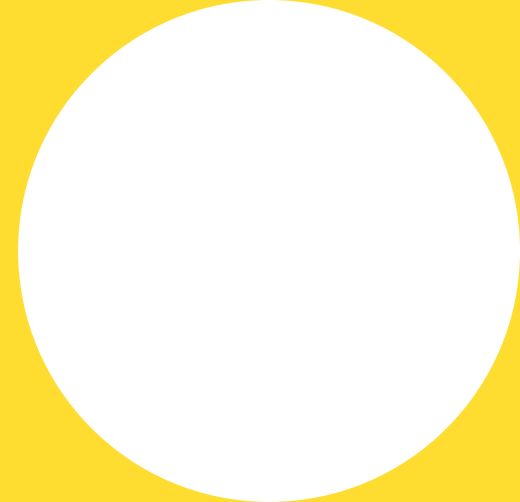
Bpifrance agit en partenariat avec les banques privées

En finançant les entreprises avec les banques privées dans le cadre de dispositifs de cofinancement et/ou de prêt de développement, Bpifrance partage le risque et permet ainsi d'accroître l'accès et l'offre (montant) de crédits pour les entreprises.

En 2014, Bpifrance a contribué avec ses partenaires bancaires au financement de 25,4 Md€ de projets d'investissement en prenant, notamment, en charge le financement des dépenses immatérielles de ces projets via les prêts de développement. Au total, Bpifrance a financé 6,5 Md€ d'investissement. Lorsque Bpifrance finance 1 €, les banques privées apportent 3€.



4. LA MOBILISATION DE Bpifrance POUR L'INVESTISSEMENT EN 2014



CONJONCTURE 2014

Le contexte économique de l'année 2014 aura globalement déçu les attentes en zone euro et en France. Le regain de confiance entrevu au printemps s'est rapidement dissipé et, avec un acquis de croissance de +0,3 % à la fin du 3^e trimestre, la France connaît une 3^e année consécutive de croissance limitée.

En particulier, l'activité dans l'industrie a été atone, en raison notamment du manque de vitalité de l'activité en zone euro. La baisse de l'euro du 2^e semestre ne s'est, par ailleurs, pas encore traduite par une accélération des exportations. Le secteur de la construction a, lui, continué de souffrir du repli conjugué de l'investissement public et, surtout, résidentiel.

Dans ce contexte de manque d'activité, l'investissement des entreprises s'est replié au 1^{er} semestre (-1,1 % en cumulé), avant de se stabiliser au 3^e trimestre.

Dans le sillage de ce repli, la demande de financement est restée limitée. La production de nouveaux crédits aux entreprises s'est inscrite à 168 Md€ entre janvier et novembre 2014, soit une baisse de 12 % par rapport à 2013. Pour les plus petits crédits (inférieurs à 1 M€, essentiellement à destination des PME), la baisse a été plus modeste mais significative (59 Md€ de nouveaux crédits entre janvier et novembre 2014, en baisse de 6 %).

4.1

Financement

Une croissance sans précédent des prêts de développement

3 questions à :

Joël Darnaud, Directeur exécutif en charge du Financement et du Pilotage Réseau.

COMMENT S'EST INSCRITE L'ACTION DE Bpifrance SUR LE MARCHÉ BANCAIRE ?

1

Dans un contexte économique incertain, avec encore un faible niveau d'investissements, l'activité du marché français est encore faible mais plus dynamique que le reste de l'Europe, où les encours de crédit sont encore en recul.

Bpifrance a été présent au plus près des besoins des entreprises, tant pour financer leurs investissements que pour soutenir leur trésorerie. La croissance de ses prêts d'investissement classiques se situe dans la moyenne du marché, quand **Bpifrance** a mis l'accent sur les prêts de développement - sans garantie ni caution et avec un différé d'amortissement - qui financent les besoins immatériels et qui sont par construction plus risqués.

POUR LES ENTREPRISES, OÙ ALLER CHERCHER DE LA CROISSANCE ?

2

Dans ce contexte d'atonie économique française, voire européenne, **Bpifrance** œuvre pour l'internationalisation des PME et ETI.

Cela s'est traduit en 2014 par le renforcement du partenariat avec Business France (ex - Ubifrance), dont les chargés d'affaires situés en France sont installés dans le réseau **Bpifrance**, afin d'offrir un continuum de services (diagnostic, financement et accompagnement local) aux entreprises désireuses de développer leurs marchés à l'étranger. **Bpifrance** a, par ailleurs, complété sa gamme de produits Export, avec la Mobilisation de Créances France et Export et le financement du crédit acheteur.

UN MOMENT FORT DE CETTE ANNÉE ?

Le lancement des Prêts d'Avenir !

AG2R La Mondiale a souscrit le 1^{er} fonds de ce type. Ce fonds de 200 M€ a financé des PME et ETI de grande qualité *via* des prêts à maturité longue (jusqu'à 10 ans) et avec un différé d'amortissement jusqu'à 3 ans. De quoi bien accompagner dans le long terme les PME et les ETI de croissance !

3

Activité Financement

L'activité de **Bpifrance** en financement (moyen-long terme et court terme) a connu en 2014 une hausse inédite de plus de +24 % par rapport à 2013 pour s'établir à 11,3 Md€.

Une croissance des financements moyen-long terme portée par les prêts de développement

Le cofinancement d'investissement s'est établi en 2014 à 3,78 Md€, en hausse de +2,1 %, pour 2 837 entreprises. Cette évolution résulte de la baisse des financements d'investissements classiques et de la hausse du financement des énergies renouvelables (+25,9 %). On relève, par ailleurs, un niveau égal du crédit-bail, avec une baisse de l'immobilier et une hausse du mobilier, indicateur avancé traditionnel de la reprise des investissements.

Conformément aux orientations stratégiques de **Bpifrance**, les prêts de développement, prêts de long terme avec différé d'amortissement, ont connu une très forte croissance de 39 %, pour s'établir à 1,76 Md€.

Grâce à l'action ciblée du Programme d'investissements d'avenir, les prêts de développement ont notamment contribué à la transformation numérique des entreprises *via* l'introduction de nouveaux produits destinés à financer la part immatérielle d'investissements structurants. Parmi eux, le Prêt Numérique, dont l'enveloppe de 300 M€ lancée fin 2013 a été intégralement accordée en 2014, puis relayé par le Prêt Robotique. Par ailleurs, ce sont 400 M€ de Prêts Export qui ont été mis en place au bénéfice des PME et ETI.

L'encours de cofinancement atteint fin 2014 un niveau sans précédent de 20,7 Md€, en hausse de plus de 17 % par rapport à 2013.

Le préfinancement du CICE, fer de lance du financement court-terme

Lancé avec succès en 2013, le préfinancement du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a connu une croissance de près de 200 %, à 2,35 Md€. Par ce biais, **Bpifrance** a ainsi soutenu 17 564 entreprises en 2014, avec un taux de pénétration particulièrement marqué chez les ETI.

Par ailleurs, **Bpifrance** a intensifié, comme en 2013, le soutien qu'il apporte à la trésorerie des entreprises *via* la mobilisation de créances, dans un contexte d'atonie de la commande publique et de tensions persistantes. En la matière, ce sont 3,56 Md€ d'accords qui ont été décidés en 2014, chiffre en hausse de 9,6 % sur 1 an.



200 %
DE CROISSANCE
2,35 Md€



PRÉFINANCEMENT DU
CICE⁽¹⁾



2013

(1) Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

4.2

Garantie

La garantie, une activité de place, en partenariat avec les réseaux bancaires

3 questions à :

Arnaud Caudoux, Directeur exécutif en charge des Finances et de la Garantie.

COMMENT S'INSCRIT LA GARANTIE DANS LE PAYSAGE BANCAIRE EN 2014 ?

1

- Dans un contexte économique tendu et une atonie de la demande de crédits d'investissement de la part des entreprises, **Bpifrance** joue un rôle crucial et contracyclique aux fins de solvabiliser les demandes de crédits des entreprises, qu'ils concernent l'investissement ou la trésorerie.
- En partageant le risque pris avec les banques commerciales, **Bpifrance** permet en particulier le financement de projets sur des phases de maturité risquées, comme la création ou la transmission.

DANS LA PRATIQUE, QUID DE VOS RELATIONS AVEC LES BANQUES ?

2

- **Bpifrance** travaille en confiance avec ses partenaires. Ainsi, des conventions avec chacune des banques partenaires prévoient, selon des critères d'utilisation connus de part et d'autre, entre autres de montants maximaux, une délégation de la décision auprès des banques. Via notre extranet commun, on estime à 46 000 le nombre de dossiers gérés en délégation en 2014, pour un montant en risques avoisinant les 750 M€, correspondant à une estimation de 1,4 Md€ de financements bancaires.

COMMENT S'ARTICULENT LA GARANTIE ET LES PRIORITÉS TERRITORIALES ?

Nous gérons de nombreux fonds de garantie nationaux, notamment dotés par l'État. Néanmoins, nous avons, ces dernières années, renforcé nos partenariats avec les Régions. Nous leur proposons d'abonder des fonds de garantie dont les finalités sont en lien direct avec les priorités économiques qu'elles identifient au sein de leur territoire. Résultat, toutes les régions françaises bénéficient aujourd'hui d'au moins un fonds de garantie.

3

Activité Garantie

L'activité Garantie de **Bpifrance** est directement liée aux financements accordés par ses partenaires. **Bpifrance** est, en effet, un partenaire central pour apporter aux banques ses garanties afin de les inciter à financer les PME dans les phases les plus risquées de leur croissance.

CROISSANCE
PARTENAIRES
GARANTIE
FONDS
RÉGIONS
CONFIANCE

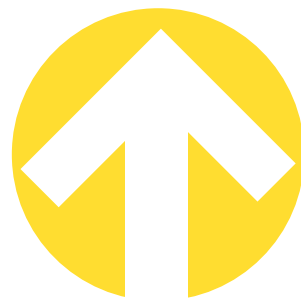
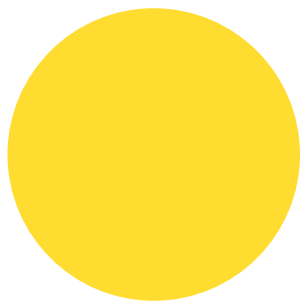
Compte tenu de l'atonie de la conjoncture économique et de la faiblesse récurrente des investissements des entreprises, l'exercice 2014 se traduit par une stabilité d'activité à 3,7 Md€ pour les garanties accordées aux banques.

Néanmoins, les banques ont eu un recours plus marqué aux fonds de garantie intervenant sur les finalités historiques les plus importantes que sont la création (+4 %) et la transmission (+11 %).

Les fonds de garantie au titre du Renforcement de la Trésorerie (issus du Pacte national pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi) ont connu une baisse, liée à la nature temporaire de ces dispositifs. Enfin, l'activité des fonds de garantie à l'international, hors garanties sur cautions assurées dorénavant par Coface, est ressortie stable par rapport à 2013.

Outre les fonds de garantie nationaux, **Bpifrance** gère, pour le compte de l'ensemble des régions françaises, des fonds de garantie qu'elles abondent, notamment pour le renforcement de la trésorerie et de la structure financière des entreprises. Ces fonds ont vu les accords pris en risque augmenter de près de 10 %, à 246 M€.

UNE CROISSANCE GLOBALE MALGRÉ UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE PEU FAVORABLE



4.3

Innovation

Bpifrance soutient les entreprises innovantes dans un écosystème mondialisé

3 questions à :

Paul-François Fournier, Directeur exécutif en charge de l'Innovation.

|| COMMENT S'EST INSCRITE EN 2014

L'ACTION DE Bpifrance DANS L'ÉCOSYSTÈME DE L'INNOVATION FRANÇAIS ? ||

1

- La dynamique du plan NOVA s'est poursuivie, jouant ainsi le rôle de catalyseur pour l'ensemble de l'écosystème de l'innovation. En matière de simplification, nous avons amélioré la lisibilité de l'offre et considérablement réduit les délais d'instruction, pour les programmes collaboratifs comme pour les aides !
- En accompagnement, **Bpifrance** a promu les Bourses *French Tech* (330 bourses en 2014), en partenariat avec l'INPI, et lancé le *Pass French Tech*, pour accompagner les entreprises d'hypercroissance. Enfin, nous avons renforcé le continuum de financement de l'innovation, avec le lancement d'un nouveau Prêt d'Amorçage et la forte activité du Fonds Large Venture.

EN 2014, UNE REPRÉSENTATION DE Bpifrance À SAN FRANCISCO A ÉTÉ CRÉÉE. POURQUOI ?

2

- L'écosystème de l'innovation n'est pas français, mais mondial. Dans ce cadre, les entreprises soutenues par **Bpifrance** doivent aborder le marché américain avec méthode. Trois mots clés pour **Bpifrance** : identifier, accompagner, rechercher. Il s'agit d'identifier les entreprises françaises implantées aux États-Unis ou désireuses de le faire, pour mieux les soutenir.
- **Bpifrance** accompagne également l'installation et le développement des entreprises françaises et les aide à nouer des partenariats locaux. Enfin, nous recherchons activement des partenariats, auprès de fonds de capital-risque et institutions financières américains. Tout ceci car, et nous le constatons tous les jours, les *start-up* françaises atteindront la taille critique et créeront de l'emploi, y compris en France, en étant présentes en Californie.

QU'EST-CE QUI, CETTE ANNÉE, A RÉSUMÉ POUR VOUS L'ÉLAN DE L'INNOVATION ?

Le dynamisme des marchés boursiers pour les introductions d'entreprises innovantes ! La fenêtre d'opportunité a permis de nombreuses levées. Au 1^{er} semestre, **Bpifrance** a participé à une majorité des levées de plus de 20 M€, en introduisant les entreprises de son portefeuille ou en souscrivant lors de leur introduction. De quoi donner le carburant nécessaire au développement de ces entreprises !

3

Le déploiement massif du financement de l'innovation

En 2014, l'ensemble des composantes du continuum de financement de l'innovation proposé par **Bpifrance** a connu une croissance forte. En particulier, **Bpifrance** a une nouvelle fois pleinement mobilisé ses outils d'aides (subventions, avances remboursables, prêts à taux zéro) et de prêts à hauteur de 1,09 Md€, en hausse de 46 % par rapport à 2013, permettant ainsi la mobilisation de financements totaux en faveur de l'innovation de l'ordre de 2,9 Md€ au total.

Ainsi, près de 1 000 entreprises innovantes supplémentaires ont pu être soutenues en 2014, soit 4 582 (+27,5 %).



Aides individuelles et collaboratives

En matière d'aides individuelles et collaboratives, le montant des accords s'est élevé en 2014 à 878 M€, en hausse de plus de 38 % sur 1 an. La croissance, s'agissant des aides individuelles, s'établit à 27 % en valeur, tandis que les projets collaboratifs ont connu une hausse de 53 % des montants d'accords. Cette augmentation significative résulte, entre autres, d'un effort de forte simplification des processus engagé avec l'État dès la création de **Bpifrance**. Celle-ci vise 2 objectifs principaux : la baisse des délais d'instruction et de décision et la mise en cohérence systématique des programmes financés. Ainsi, les délais d'instructions des projets collaboratifs ont été divisés par 3 en 2014.

À noter qu'en matière d'aides, **Bpifrance** a opéré en 2014 la 1^{re} phase du Concours Mondial d'Innovation, visant à faire émerger les entreprises leaders de demain sur 7 ambitions identifiées par la commission présidée par Anne Lauvergeon. Au titre du PIA, ce sont ainsi 110 lauréats qui ont été financés sur cette phase.

Enfin, le taux de renouvellement des entreprises aidées en aides à l'innovation a dépassé les 80 %, conformément aux ambitions stratégiques de **Bpifrance** et le nombre d'entreprises de moins de 5 ans accompagnées a progressé de plus de 30 %.

Prêts

En matière de prêts, l'année a été marquée par le lancement en avril du Prêt d'Amorçage Investissement (PAI). Ce prêt, d'un montant de 100 à 500 000 €, vise à accompagner les entreprises innovantes lors de leur première levée de fonds propres en amorçage. Par effet de levier, il renforce et augmente les moyens disponibles.

Comme en matière d'aides, l'exercice 2014 a vu l'activité en prêts à l'innovation augmenter fortement, avec des accords en hausse de 90 %, soit 214 M€ pour 827 entreprises. Le montant unitaire moyen accordé en prêt est, lui, en augmentation de plus de 19 %.

Il s'agit ainsi de donner plus de moyens aux entreprises innovantes dans les phases de mise sur le marché, afin de leur permettre un développement plus rapide.

En particulier, la gamme de prêts de développement pour l'innovation a capitalisé sur le lancement du Prêt Innovation (PI) et du Prêt pour l'Industrialisation des Pôles de Compétitivité en 2013. Cette gamme a, en effet, connu une croissance des accords de 119 % en 2014.

L'apport par le FEI d'une garantie pour les Prêts Innovation a permis d'assurer la croissance de ces prêts et d'en augmenter les montants. Cette garantie pourra être étendue à d'autres types de prêts en 2015. Il démontre le vif intérêt des institutions européennes au financement de cette phase cruciale de l'innovation.

Investissement

L'activité d'investissement en innovation a, elle aussi, connu une croissance importante en 2014, tant en valeur qu'en volume. En effet, les souscriptions se sont élevées à 127 M€ pour 46 opérations, soit une augmentation de l'ordre de 11 % des montants souscrits.

Bpifrance a mis cette année l'accent sur le soutien des sociétés en portefeuille : en effet 25 opérations réalisées concernent des réinvestissements ; ceci par une volonté d'accompagnement dans la durée des sociétés innovantes, à chaque atteinte de jalons opérationnels. Cette forte part de réinvestissements s'inscrit également dans le dynamisme observé en 2014 en termes d'introduction sur les marchés.

Le véhicule Large Venture a représenté la moitié des montants souscrits. Lancé en 2013, celui-ci est monté en puissance et a réalisé 13 opérations en 2014, pour un montant total de 63,7 M€. Ainsi, par son intermédiaire, **Bpifrance** a participé à de nombreuses opérations de place d'un montant supérieur à 10 M€.

Pour les Fonds Sciences de la Vie, l'exercice a été placé sous le sceau du réinvestissement. En particulier, Innobio a réalisé 9 réinvestissements sur 12 opérations, pour un montant total de 24,7 M€. Le Fonds Biothérapies Innovantes et Maladies Rares a, lui, réalisé son second investissement pour 1,1 M€.

De même, le Fonds Écotechnologies, géré par **Bpifrance** pour le compte du PIA, a accompagné 2 participations (dans le cadre de leurs projets d'entrée en Bourse) sur 4 investissements, pour un montant total de 10,4 M€.

Enfin, le Fonds Ambition Numérique, géré lui aussi par **Bpifrance** au titre du PIA, a investi dans 11 projets, à hauteur de 18 M€, dont 4 nouvelles souscriptions pour 11,5 M€.

FOCUS

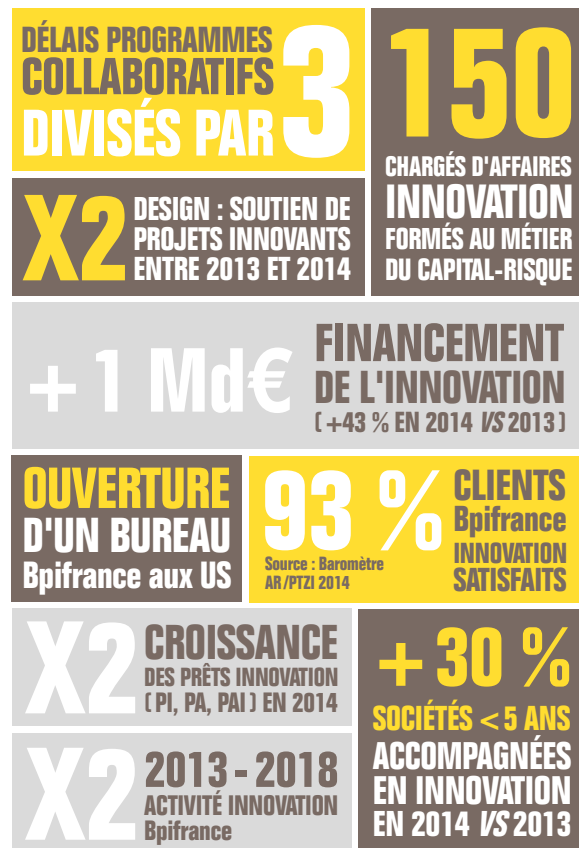
« L'introduction en Bourse, aboutissement du continuum du financement de l'innovation par Bpifrance. 7 opérations emblématiques »

- **Oncodesign**
Accompagnée par **Bpifrance** depuis 2003, levée de 12,8 M€.
- **McPhy Energy**
Investie en 2012, levée en Bourse de 32 M€, dont 2,5 M€ souscrits par **Bpifrance**.
- **Fermentalg**
Participation à l'IPO *via* Large Venture et Écotechnologies, levée de 40,4 M€.
- **Genticel**
Investie en 2009, levée de 34,5 M€.
- **TxCeLL**
Investie en 2004, augmentation de capital de 16 M€.
- **SuperSonic Imagine**
Investissement à l'introduction de 9,5 M€ pour une levée totale de 50 M€.
- **Pixium Vision**
Investissement de 8,6 M€ de Large Venture, pour une levée totale de 34,5 M€.

NOVA : une dynamique pour l'innovation

Bilan 2014

■ Simplification ■ Accompagnement ■ Continuum



70 % IPO > 20 M€ RÉALISÉS PAR DES FONDS Bpifrance EN DIRECT (S1 2014)

80 % NOUVEAUX CLIENTS INNOVATION EN 2014 VS 2013

- 23 % DÉLAI DE DÉCISION POUR L'AIDE À L'INNOVATION EN 2014 VS 2013

200 M€ FONDS ACCÉLÉRATEURS

1 vs 15 # FORMULAIRE INNOVATION

27 LABELLISÉES ENTREPRISES FRENCH TECH

600 M€ FONDS LARGE VENTURE

4.4

Investissement ETI / GE

ETI 2020, un financement de proximité des ETI françaises championnes

3 questions à :

Jean-Yves Gilet, Directeur exécutif en charge du pôle ETI/GE.

■ ■ DANS QUEL CONTEXTE L'INVESTISSEMENT DANS LES ETI/GE A-T-IL ÉVOLUÉ EN 2014 ? ■ ■

- 1 Le pôle ETI/GE a connu une activité très soutenue en 2014, à l'image du marché du capital développement qu'il adresse. La reprise du marché s'exprime notamment par une hausse des montants investis sur des tickets compris entre 15 M€ et 30 M€ (+59 % au S1 2014 vs S1 2013) et des opérations enregistrées sur des tickets supérieurs à 30 M€ (aucune opération au S1 2013 contre 214 M€ au S1 2014) ou encore sur le marché du capital transmission (+34 % en valeur au S1 2014), qui constitue un enjeu majeur pour les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI).

COMMENT S'EST INSCRITE L'ACTION DE Bpifrance POUR LES ETI FRANÇAISES DANS CE MARCHÉ PORTEUR ?

2

- Dans le prolongement du lancement de notre fonds ETI 2020, doté de 3 Md€, nous avons intensifié notre démarche active vers les ETI. Nous avons, ainsi, réaffirmé notre ancrage régional lors des 23 Ateliers ETI 2020, qui ont permis d'aller à la rencontre des dirigeants sur les territoires, d'identifier leurs besoins et les spécificités des tissus économiques locaux. Par ailleurs, le 3 juin 2014, nous avons rencontré 300 dirigeants d'ETI auxquels nous avons présenté notre offre ainsi que notre ambition, à leurs côtés, sur des thématiques spécifiques comme l'Afrique, la Croissance Verte ou encore l'Usine du futur. Enfin, nous avons présenté notre enquête ETI 2020, qui identifie 5 segments différenciés en fonction des ressorts de croissance des ETI, en même temps qu'elle confirme l'existence de plus de 600 champions français, un gisement réel de croissance et d'emplois pour l'économie française !

QU'EN EST-IL DE VOTRE ENGAGEMENT DANS LES SECTEURS D'AVENIR ?

En octobre 2014, le fonds ETI 2020 est intervenu en faveur de la transition énergétique. Nous avons, en effet, investi au capital de Neoen, une ETI attractive et prometteuse dans le domaine de la conception et de l'exploitation de centrales d'énergies renouvelables. Il s'agit ici de permettre à Neoen d'atteindre une taille critique afin de développer et financer ses nouveaux projets, notamment photovoltaïques. En numérique, nous sommes montés au capital de Criteo, société française innovante, leader du reciblage sur internet.

3

Des investissements dans les ETI quintuplés

L'activité en direction des ETI et Grandes Entreprises a connu une très forte croissance en 2014. En ce qui concerne les ETI, 18 opérations ont été réalisées pour 425 M€, montant en hausse de ≈ 400 % par rapport à 2013 et au-delà de l'objectif annuel minimal de 300 M€ investis pour le fonds ETI 2020. Illustrant le rôle d'investisseur patient de **Bpifrance**, accompagnant le développement des entreprises dans la durée, la moitié de ces investissements se sont dirigés vers les entreprises déjà en portefeuille, pour un montant de 111 M€.

L'année a également été marquée du sceau du réinvestissement dans les Grandes Entreprises (4 opérations pour un total de 82,4 M€) et pour le FMEA (Fonds de Modernisation des Équipementiers Automobiles, 3 opérations pour 8,5 M€).

Parmi les entreprises accompagnées par la direction ETI - Grandes Entreprises, 4 nouveaux investissements l'ont été sur les marchés boursiers, pour un montant total de 70,4 M€. Dans le cas des sociétés MVG et Gascogne, il s'agissait d'accompagner le projet de croissance d'entreprises déjà cotées. Pour les sociétés Serge Ferrari et Euronext, il s'agissait d'accompagner les entreprises lors de la cotation initiale, mettant ainsi en valeur le rôle de **Bpifrance** comme investisseur de confiance.

2 opérations emblématiques

- **Sermeta, 1^{re} opération de capital transmission.**

Au 1^{er} semestre 2014, la Direction ETI / Grandes Entreprises a réalisé sa première opération de capital transmission en accompagnant, aux côtés de partenaires financiers privés, la famille Le Mer dans la reprise majoritaire du groupe Sermeta, ETI spécialisée dans les échangeurs thermiques pour chaudières à gaz à condensation.

Cette opération est un bel exemple d'un *sourcing* régional réussi et démontre le rôle clé de **Bpifrance**, notamment comme investisseur de long terme, dans le cadre d'une opération complexe et importante (180 M€ investis par **Bpifrance**).

- **Euronext, ETI/Grandes Entreprises en soutien des entreprises cotées.**

En Juin 2014, **Bpifrance** a accompagné l'introduction en bourse d'Euronext, l'une des principales plateformes boursières de la zone Euro, confirmant ainsi son rôle d'acteur majeur de la place.

« Le FMEA, un outil appelé à évoluer »

Depuis sa création début 2009 au plus fort de la crise, le FMEA est intervenu au capital d'une trentaine d'équipementiers stratégiques français. Les enjeux économiques ayant changé, il a été décidé de faire évoluer la gouvernance et la doctrine d'investissement pour mieux répondre aux besoins des ETI de la filière, en particulier dans leurs projets de croissance, d'internationalisation et d'innovation.

Ainsi, le Fonds d'Avenir Automobile, doté de 230 M€, sera officiellement lancé début 2015.

4.5

Investissement / fonds de fonds

Le fonds de fonds au centre de la consolidation du secteur

3 questions à :

Daniel Balmisse, Directeur exécutif en charge des Fonds de fonds.

|| QUELLE A ÉTÉ LA TENDANCE MAJEURE DES INVESTISSEMENTS EN FONDS DE FONDS EN 2014 ? ||

1

- Notre activité s'est inscrite dans un contexte de consolidation du secteur. À cela 2 explications. D'une part, les investisseurs institutionnels, dont le portefeuille de fonds est très large, cherchent désormais à restreindre le nombre de gérants avec lesquels ils sont en relation d'affaires, tout en déployant des montants unitaires de souscription plus élevés. D'autre part, les évolutions en matière de réglementation, en particulier l'entrée en vigueur de la directive AIFM en juillet dernier, contribuent, du fait de nouvelles exigences en matière de gestion, à une concentration du secteur ; tendance qui devrait se poursuivre en 2015.

COMMENT VOTRE ACTION S'EST-ELLE DÉCLINÉE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE ?

2

- **Bpifrance** confirme son rôle de partenaire des outils d'investissement territoriaux. Cela s'est, notamment, traduit en 2014 par une action significative sur le segment de l'amorçage. Ainsi, **Bpifrance** a poursuivi, via le FNA, dans le cadre du PIA, l'accompagnement des fonds interrégionaux existants et ayant su mobiliser de nouveaux souscripteurs privés. **Bpifrance** a également poursuivi l'accompagnement des fonds de capital développement/transmission, parmi lesquels IXO 3. Enfin, la recherche de la taille critique s'est manifestée par le rapprochement de l'IRPAC avec UI GESTION.

UN MOMENT FORT DE CETTE ANNÉE ?

La concrétisation de notre partenariat avec la China Development Bank a permis la naissance du fonds transfrontalier *Sino French Midcap Fund*, géré par Cathay Capital Private Equity. Nous y avons apporté 100 M€ à parité avec CDB Capital (sur 500 M€). Le fonds vise à développer les échanges économiques entre la Chine et la France au travers de l'internationalisation des PME des 2 pays. Une preuve de plus que **Bpifrance** croit au développement à l'international comme relais de croissance des PME et ETI françaises !

3


Fonds de fonds

Après une année 2013 très soutenue, l'activité fonds de fonds a, de nouveau, fortement cru en 2014 avec un niveau record de 641 M€ de souscriptions nouvelles, dans 39 véhicules différents. Ces souscriptions se sont réparties entre 466,8 M€ pour compte propre et 174,2 M€ pour compte de tiers (Programme d'investissements d'avenir, etc.).

À noter que le capital développement a représenté plus de 85 % des montants souscrits en 2014 (soit 548 M€), pour 24 véhicules, principalement du fait des cycles de levées des équipes de gestion. En particulier, les levées en capital amorçage ont marqué une pause en 2014 après 2 années de forte mobilisation, soutenues par le Fonds National d'Amorçage (FNA).

En matière de fonds de fonds régionaux et interrégionaux, **Bpifrance** a poursuivi son soutien aux équipes de gestion proches des territoires ; ainsi, 53,5 M€ ont été souscrits dans 10 véhicules dont 2 nouvelles souscriptions et 8 souscriptions complémentaires. À noter que, contrairement à l'activité nationale, l'action en fonds de fonds régional s'est majoritairement inscrite en amorçage, avec 32,7 M€ de souscriptions, aux côtés des Régions : IRDINov aux côtés des Régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, Emergence Innovation aux côtés des Régions Centre, Languedoc-Roussillon et Poitou-Charentes ou encore Cap Décisif 3 aux côtés de la Région Île-de-France. Dans ce même contexte, **Bpifrance** a souscrit dans le fonds d'amorçage interrégional Cap Innov' Est aux côtés des Régions Alsace, Bourgogne et Franche-Comté.

Bpifrance soutient par ailleurs la consolidation en Régions, illustrée notamment en 2014 par le rapprochement des équipes de l'IRPAC et d'UI Gestion, et qui devrait se poursuivre en 2015.



Conformément à l'objectif de renforcement de la taille des fonds souscrits, et en cohérence avec les besoins du marché, le ticket moyen de **Bpifrance** en fonds de fonds a progressé de plus de 39 % en 2014, à plus de 16,4 M€. Les fonds de capital croissance Keensight IV et Partech Growth ont, par exemple, chacun reçu 70 M€ de souscriptions de la part de **Bpifrance**. Ces 2 opérations majeures illustrent, par ailleurs, la volonté de **Bpifrance**, traduite dans ses orientations stratégiques, de répondre à l'insuffisance du financement du continuum du *late stage* français.

En 2014, **Bpifrance** a également lancé 2 nouveaux fonds de fonds gérés pour compte de tiers. D'une part, le FFI3+, doté de 70 M€ complémentaires, après 50 M€ en 2013 totalement souscrits à date, a pour objectif d'investir dans des fonds de capital développement d'une taille certaine. D'autre part, le fonds de fonds MultiCap Croissance (FFMC2), doté de 400 M€ par le Programme d'investissements d'avenir (PIA) vise à déployer des souscriptions de 20 à 60 M€ dans des fonds de capital-risque et capital croissance d'une taille cible de 200 M€. Ces 2 fonds de fonds ont d'ores et déjà souscrit à 9 véhicules pour un montant total de 140 M€.

« Le capital croissance, c'est quoi ? »

Le capital croissance, ou *growth capital* en anglais, finance les sociétés en phase d'hyper croissance une fois que le marché et leur *business model* est validé pour les amener à la croissance rentable.

Bpifrance a décidé de mettre l'accent sur l'identification et le financement de fonds de ce type afin de créer les conditions d'un continuum de financement entre le capital-risque et le capital développement.

4.6

Investissement / direct PME

Adresser les besoins les plus spécifiques, avec une approche au plus près des territoires

3 questions à :

Bertrand Finet, Directeur exécutif en charge des Fonds propres PME.

COMMENT PERCEVEZ-VOUS LE CONTEXTE 2014 ?

- 1 Dans un contexte macroéconomique peu porteur, le capital investissement a montré une certaine résilience, en particulier sur le marché adressé par Fonds propres PME⁽¹⁾, qui devrait afficher une croissance à 2 chiffres en 2014, après une année 2013 marquée par un repli des montants investis. Ce dynamisme se traduit, toutefois, par une concurrence accrue et des valorisations élevées qui retrouvent en 2014 les niveaux d'avant-crise, à plus de 8 x EBITDA⁽²⁾.

(1) Source : principalement les opérations de capital développement inférieures à 15 M€.

(2) Source : moyenne des indices Argos Mid-Market sur les 3 premiers trimestres 2014.

II EN QUOI VOTRE APPROCHE EST-ELLE SINGULIÈRE ? II

2

- Fidèle à son ADN, **Bpifrance** adresse, en priorité, les secteurs moins couverts par les acteurs privés et qui requièrent une approche spécifique : secteurs à forte concentration client, industries régulées, entreprises de taille réduite nécessitant un accompagnement intensif... En 2014, **Bpifrance** a ainsi renforcé son action dans des secteurs d'excellence français comme les industries créatives ou le bois. Avec l'apport de grands groupes français comme EDF, Areva ou Alstom, **Bpifrance** a également lancé un fonds dédié à la filière nucléaire (FDEN) après avoir lancé un fonds ferroviaire mi-2013. Dans tous les cas, il s'agit de favoriser l'initiative privée : c'est pourquoi, **Bpifrance** recherche de manière systématique le co-investissement.

II ET À L'ÉCHELLE TERRITORIALE, COMMENT SE TRADUIT VOTRE DÉMARCHÉ ? II

Nous avons poursuivi notre démarche de terrain, en participant aux 33 Rencontres **Bpifrance** et en intensifiant nos échanges avec les entrepreneurs en Régions ; ce qui s'est traduit par une forte croissance de l'activité de notre pôle France Investissements Régions, tant en valeur qu'en volume. Ceci tout en entraînant les écosystèmes régionaux, puisque nos principaux fonds régionaux ont co-investi dans plus de 90 % des cas, avec 74 fonds différents de la place !

3

Une activité en croissance, marquée par un dynamisme fort en Régions

Après une année 2013 marquée par un soutien aux PME et petites ETI dans un marché du capital développement atone, **Bpifrance** a accompagné en 2014 la reprise du marché. Avec 109 opérations pour 159 M€ d'investissements, la Direction Fonds propres PME a vu son nombre d'opérations croître de 13 % pour un montant de souscriptions en hausse de 28 % comparé à 2013⁽¹⁾.

En particulier, avec 90 opérations pour 96 M€ investis, France Investissement Régions a démontré un fort dynamisme au service des PME régionales et un fort effet d'entraînement des fonds de place : avec 74 co-investisseurs différents dans plus de 90 % des dossiers investis en 2014, ce sont 2,4 € de capitaux tiers qui ont été investis pour 1 € octroyé par **Bpifrance**. Au total, 73 % des participations de France Investissement Régions se trouvent hors d'Île-de-France, contre 56 % pour la profession⁽²⁾. Ces résultats traduisent le fort engagement de **Bpifrance** au sein des territoires, en capitalisant sur le réseau d'investisseurs présents au sein des directions régionales.

Tout en assurant une activité d'investissement et un suivi des lignes soutenus, **Bpifrance** a veillé à passer le relais à d'autres partenaires, industriels ou investisseurs, pour assurer de nouvelles étapes de développement de certaines de ses sociétés en portefeuille. Ainsi, ce sont 73 cessions qui ont été réalisées en 2014.

(1) Y inclus opérations Élan PME et non cash.

(2) Source : AFIC.

« 2014 : 5 nouveaux fonds, 5 thématiques »

1

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES NUCLÉAIRES (FDEN)

Closing en janvier.

Abondé de 133 M€ par **Bpifrance** et les principaux acteurs industriels de la filière (Alstom, EDF, Areva, Vinci et Eiffage), le FDEN vise des investissements de 1 M€ à 13 M€ dans des entreprises ayant une activité significative dans le secteur nucléaire, fort pourvoyeur d'emplois pérennes.

2

FIR 3

Lancement en avril.

Doté de 40 M€, le FIR 3 est dédié aux petits tickets, peu adressés par le marché, dans une fourchette comprise entre 150 000 et 500 000 € par investissement.

3

FONDS CROISSANCE MEZZANINE (FIC4)

Lancement en mai.

Successor du fonds OC+A et doté de 150 M€, Croissance Mezzanine investit de 4 à 10 M€ dans des entreprises françaises valorisées entre 20 et 150 M€, en mezzanine comme en unitranche, en recherchant le co-investissement de manière systématique.

4

FONDS BOIS 2

Closing en novembre.

Sponsorisé à hauteur de 25 M€ sur une taille cible de 40 M€, ce fonds successeur du Fonds Bois, lancé en 2009, permettra à **Bpifrance** de poursuivre son soutien aux PME et PMI de la filière, en particulier de 1^{re} et 2^e transformation.

5

FONDS MODE & FINANCE 2

Closing en décembre.

Sponsorisé à hauteur de 18 M€, et successeur de Mode & Finance, Mode & Finance 2 investira dans des PME indépendantes, afin de contribuer à l'émergence de nouvelles marques françaises de luxe. **Bpifrance** pourra augmenter sa participation en fonction des souscriptions d'investisseurs tiers.

4.7

Partenariats régionaux

Articuler l'action de Bpifrance et les priorités de chaque région

3 questions à :

Marie Adeline-Peix, Directrice exécutive en charge des Partenariats régionaux et de l'animation territoriale.

|| QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR L'ANNÉE ÉCOULÉE ? ||

- 1 Après une année 2013 de création de **Bpifrance**, l'année 2014 a été marquée, pour les partenariats régionaux, par la consolidation et le renforcement des liens que nous avons avec l'ensemble des Régions sur le territoire.

|| COMMENT CE RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LES RÉGIONS S'EST-IL CONCRÉTISÉ ? ||

En 2014, la relation avec les Régions s'est renforcée à la fois au plan stratégique, à travers la conclusion de conventions cadres fixant les priorités de partenariat, et en terme d'offres, avec le développement de financements adaptés aux priorités de chaque région.

2



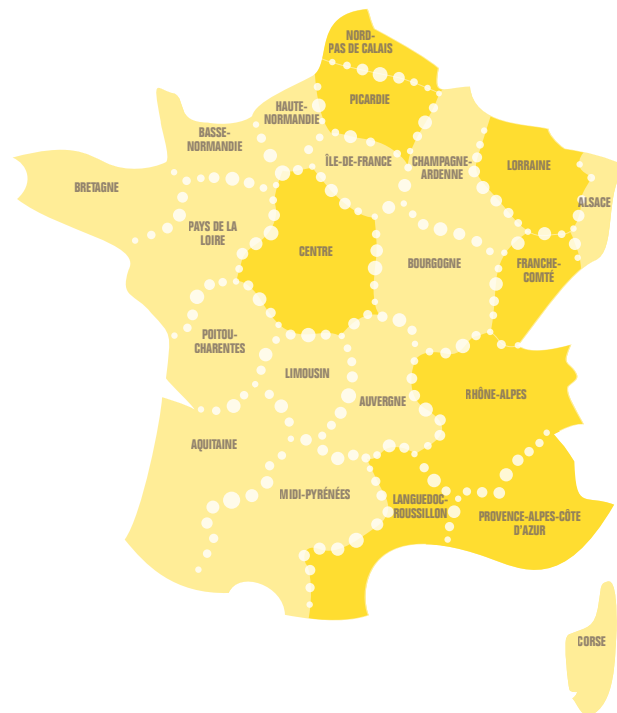
UN FAIT MARQUANT POUR LES PARTENARIATS RÉGIONAUX EN 2014 ?

La mise en place du Fonds d'Innovation Sociale (FISO), qui sera cofinancé à parité par l'État et 8 Régions, et géré par **Bpifrance**. Doté d'une capacité d'intervention de 20 M€ dans une 1^{re} phase, il financera, sous forme d'avances remboursables, des projets socialement innovants, correspondant à des besoins sociaux non satisfaits par le marché ou par les politiques publiques, pour des interventions d'une taille minimale de 30 000 €.

La mise en œuvre du FISO a été engagée par une phase d'expérimentation avec 8 Régions (Franche-Comté, Centre, Picardie, Nord-Pas de Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Lorraine). Ce nouveau dispositif illustre parfaitement la cohérence des priorités stratégiques des Régions et de **Bpifrance**, notamment en matière d'innovation.

3

LE FISO 20 M€ ENGAGÉS DANS 8 RÉGIONS



Des partenariats renforcés avec les Régions

2014 a vu la consolidation du partenariat stratégique de **Bpifrance** avec les Régions, à travers la validation de 17 conventions cadre réaffirmant les priorités stratégiques, les grands axes de partenariat et la mise en œuvre de dispositifs communs.

Ce rapprochement s'est également manifesté par le renforcement des outils d'intervention en garantie et en innovation notamment (83 M€ de dotations nouvelles en 2014) et par le déploiement de 15 plateformes régionales d'orientation (dématérialisées) qui permettent de simplifier l'accès des entrepreneurs à l'ensemble des financements disponibles sur chaque territoire.

Les acteurs économiques ont été impliqués dans la gouvernance de **Bpifrance** dans le cadre des 45 réunions de comités régionaux d'orientation organisées tout au long de l'année.

De nouveaux outils d'interventions mis en place avec les Régions

Afin de répondre aux besoins spécifiques de certains territoires, l'offre a été développée en articulation avec les priorités des stratégies régionales de développement économique avec la mise en place :

- 1 du prêt « accompagnement des entreprises »** en Lorraine ;
- 2 du « prêt de développement Agro »** en Bretagne ;
- 3 de prêts de développement territoriaux** adaptés en Guyane et en Corse ;
- 4 d'une offre FUI (financement de projets collaboratifs)** en régions Haute-Normandie, Centre et PACA ;
- 5 de 6 nouveaux Fonds Régionaux d'Innovation :** création en Haute-Normandie/Basse-Normandie/Centre/PACA/La Réunion, ainsi qu'un renforcement du fonds en Languedoc-Roussillon.

La valorisation des actions partenariales avec les Régions

L'année 2014 a vu la mise en place et le développement d'un ensemble de dispositifs d'information et de valorisation de l'action de **Bpifrance** à l'échelle de chaque région.

L'« Atlas des Régions », rendant compte de l'ensemble des interventions régionales de **Bpifrance**, a été mis en place. Il est publié par semestre et adressé notamment aux conseils régionaux ainsi qu'à l'ensemble des parlementaires.

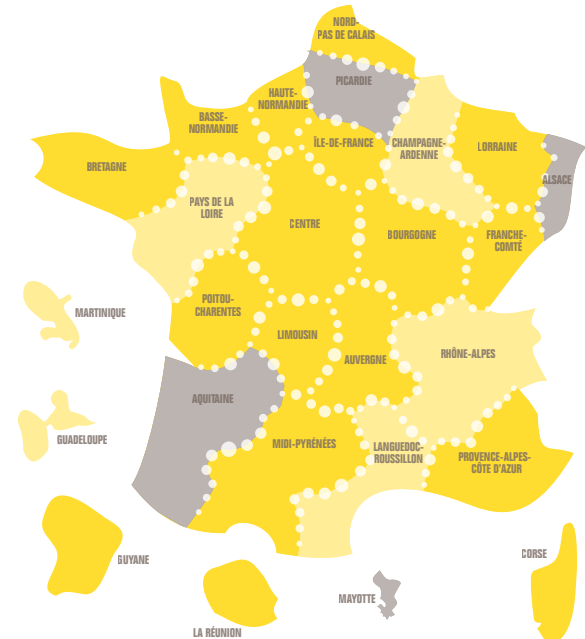
Des bilans régionaux d'activité, mettant en valeur l'action de **Bpifrance**, ont été diffusés à l'occasion de conférences de presse organisées dans chaque région ainsi que lors des comités régionaux d'orientation.

22 rapports de gestion ont été produits à destination des Régions qui dotent des fonds régionaux d'innovation ou des fonds régionaux de garantie, ainsi que 11 rapports de gestion des fonds Feder.

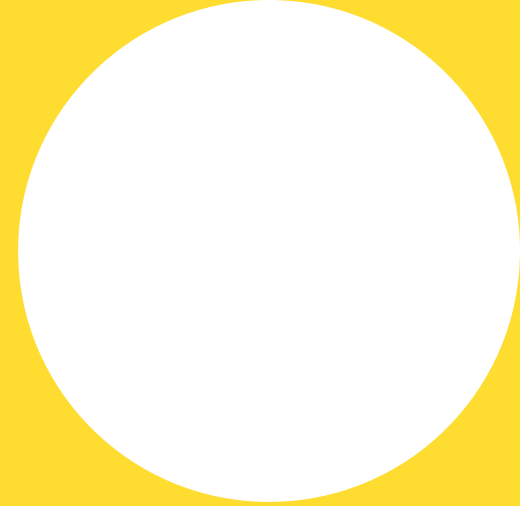
Le portail régional de services a été déployé en 2014. Il permet aux équipes des conseils régionaux et territoires partenaires de **Bpifrance** d'accéder aux informations, services d'accompagnement et *reportings* d'activité de leur territoire dans un environnement sécurisé.

• CONVENTIONS CADRE DE PARTENARIAT STRATÉGIQUE

■ Validées ■ En finalisation



5. LES PRIORITÉS D' ACTIONS DE 2014



De nouvelles ressources pour renforcer l'action de Bpifrance

3 questions à :

Pascal Lagarde, Directeur exécutif en charge de l'International, de la Stratégie, des Études et du Développement.

COMMENT PÉRENNISER L'ACTION DE Bpifrance, DANS UN CONTEXTE DE FORTE CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ ?

1

- **Bpifrance** est devenu, en moins de 2 ans, l'acteur de référence du financement public des entreprises.
- Il nous faut, sans cesse, renforcer nos ressources afin de répondre à leurs besoins. En 2014, nous nous sommes vus confier 10 actions au titre du PIA 2, soit 2,8 Md€ à déployer dès 2015. Nous participons, par ailleurs, activement aux propositions françaises relatives au Plan Juncker.

EN 2014, VOTRE PRÉSENCE EN EUROPE S'EST ACCRUE...

2

- En effet ! Notre action s'inscrit en coordination étroite avec les politiques européennes, d'où l'inauguration de notre bureau de représentation en commun avec la CDC, à Bruxelles. Nous avons participé à l'augmentation du capital du FEI et je siège désormais à son conseil d'administration. Nous avons signé des conventions visant à coordonner nos actions envers les PME avec de nombreux partenaires européens, telle la Cassa Depositi e Prestiti, et allons même au-delà en mettant en œuvre une stratégie tournée vers le continent africain.

QUEL BILAN TIREZ-VOUS DE VOTRE ACTION EN FAVEUR DES SECTEURS D'AVENIR ?

3

Relais de croissance et source d'emplois nouveaux, les secteurs d'avenir sont une priorité pour **Bpifrance**, banque responsable. Notre action en la matière reste forte, tant en financement qu'en investissement : 60 % des montants engagés en innovation sont, par exemple, tournés vers ces secteurs. En particulier, nos actions en faveur de la TEE avancent à un rythme très soutenu, avec près de 700 M€ de financements en 2014, niveau très proche de celui visé à fin 2017.

« Bpifrance Le Lab, mieux comprendre les PME et ETI »

Bpifrance Le Lab est un *think tank* mis en place en 2014 par **Bpifrance** avec un double objectif : casser les idées reçues sur les PME et proposer de nouveaux cadres de pensée pour imaginer d'autres voies possibles et des stratégies audacieuses et porteuses d'avenir.

Partant du constat que la recherche académique sur les PME est insuffisamment valorisée en France et se heurte au manque de données qualifiées, **Bpifrance Le Lab**, en réunissant à trois reprises son conseil d'orientation en 2014, déploie plusieurs initiatives afin de créer un espace d'échanges et de débats entre académiques, entrepreneurs et décideurs publics sur le thème des PME.

En offrant aux chercheurs la possibilité de travailler directement sur les données issues du réseau **Bpifrance**, dans un cadre sécurisé et *via* des appels à projets, **Bpifrance Le Lab** se place dans une approche « *open data* » qui permettra de produire régulièrement des travaux inédits et transverses de qualité. Le premier appel à projets, lancé en 2014 et qui vise à identifier des projets de recherche académique centrés sur les PME, a ainsi suscité plus de 40 réponses et entraîné la sélection de 8 équipes de recherche par un jury indépendant.

À travers son site Internet « Bpifrance-lelab.fr », plateforme d'échanges entièrement dédiée à l'information, à la recherche et aux publications sur les PME, et *via* la programmation d'événements réguliers tout au long de l'année, **Bpifrance Le Lab** fait ainsi travailler ensemble les dirigeants de PME et le monde académique, dans une démarche innovante et créatrice de nouveaux savoirs.

En 2014, les sujets abordés ont inclus une étude des anticipations des chefs d'entreprise entre 2004 et 2013, une publication sur les PME et ETI manufacturières résilientes et un groupe de travail relatif à la réalité de l'internationalisation des PME et ETI françaises.

5.1

Une mobilisation renouvelée en soutien aux politiques publiques

En relation avec le CGI, les ressources nouvelles du PIA 2 ciblées vers les priorités publiques

Dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir (PIA), **Bpifrance** s'est vu confier, en 2014, 2,8 Md€ de ressources nouvelles, dédiées au financement des priorités économiques déterminées par l'État.

Par exemple, la gamme de prêts de développement « Usine du Futur », partie aux 34 plans de la Nouvelle France Industrielle, couvre 4 thématiques :

- 1 340 M€ de prêts verts** bonifiés, accordés à des entreprises qui investissent pour améliorer leur compétitivité via l'amélioration de la performance environnementale de leur process industriel ou de leurs produits ;
- 2 300 M€ de prêts robotiques** bonifiés, destinés à financer l'investissement des entreprises engagées dans des projets structurants d'intégration d'équipements de production automatisés comme les robots ;
- 3 270 M€ de prêts pour l'industrialisation**, non bonifiés, destinés à créer l'effet déclencheur nécessaire pour permettre l'industrialisation et la commercialisation d'un produit, d'un procédé ou d'un service innovant ;
- 4 300 M€ de prêts numériques** bonifiés, destinés à financer l'investissement des entreprises engagées dans la transition numérique pour renforcer leur compétitivité. À noter que cette enveloppe a été intégralement distribuée en 2014.

Par ailleurs, et toujours en appui des 34 plans, 425 M€ de fonds propres ont abondé le Fonds SPI (Sociétés de Projets Industriels), 1^{er} fonds d'investissement de **Bpifrance** destiné à financer des sociétés de projets, spécialement créées pour porter un projet, aux côtés de partenaires industriels.

Bpifrance se mobilise également pour la *French Tech* (Fonds *French Tech Accélération*, pour des investissements en fonds propres dans les structures d'accélération) ou bien encore dans le cadre du programme de soutien aux innovations majeures, avec 150 M€ de fonds propres sur les 7 thématiques de la commission présidée par Anne Lauvergeon.

Le préfinancement du CICE, un succès non démenti

Lancé en 2013 dans le cadre du Pacte pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, le préfinancement du CICE a connu en 2014 un triplement en valeur des accords, à 2,35 Md€. Ce dispositif est central pour alléger la trésorerie des entreprises, dont un nombre croissant d'ETI.



5.2

Secteurs d'avenir / ESS / TEE

Les secteurs d'avenir se caractérisent comme étant des secteurs présentant 3 typologies de potentiel pour la France :

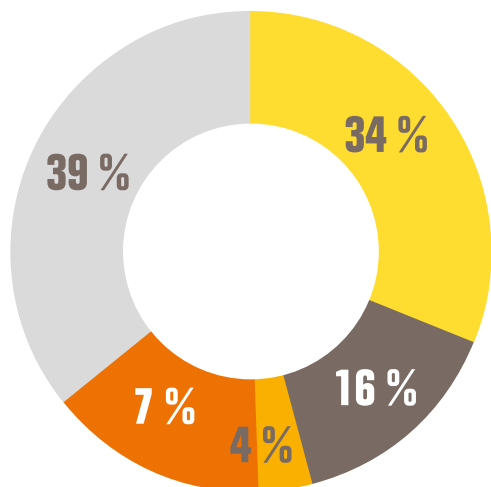
- potentiel socio-économique sur le territoire ;
- potentiel de développement industriel et commercial ;
- potentiel d'excellence technologique.



Outre ces 4 thématiques, l'économie sociale et solidaire (ESS), du fait de ses modalités d'intervention, fait l'objet d'une attention particulière au sein de **Bpifrance**.

Les métiers de **Bpifrance** les plus naturellement tournés sur les secteurs d'avenir sont l'investissement et le financement de l'innovation. Sur ce dernier, à fin septembre 2014, ce sont 61 % des montants engagés qui étaient mobilisés pour l'un des 4 secteurs d'avenir. En financement classique, ce chiffre approche les 30 %.

• **POIDS DES SECTEURS D'AVENIR DANS L'INNOVATION**
EN % DES MONTANTS - ESTIMATION AU 30 SEPTEMBRE 2014



- Numérique
- Santé et économie du vivant
- Transport
- TEE
- Autres

Bpifrance, la banque de la transition énergétique et environnementale

Bpifrance soutient significativement le secteur de la transition énergétique et écologique. L'ensemble des interventions 2014 (cumul cofinancement, aides et investissement) représente près de 848 M€.

Les aides à l'innovation en direction des entreprises des filières de la TEE ont représenté près de 87 M€ en 2014, principalement en direction des secteurs de la chimie verte, des énergies renouvelables, du bâtiment à faible impact environnemental, de la qualité de l'air ou de l'eau.

47 prêts à taux zéro innovation (PTZI) ont également été accordés pour 12,7 M€, notamment à des entreprises innovantes des secteurs de l'efficacité énergétique, de la chimie verte, des énergies renouvelables ou des déchets.

En financement, l'année 2014 s'achève sur une progression de près de 25 % de crédit en faveur de ce secteur, avec 697 M€, contre 560 M€ en 2013.



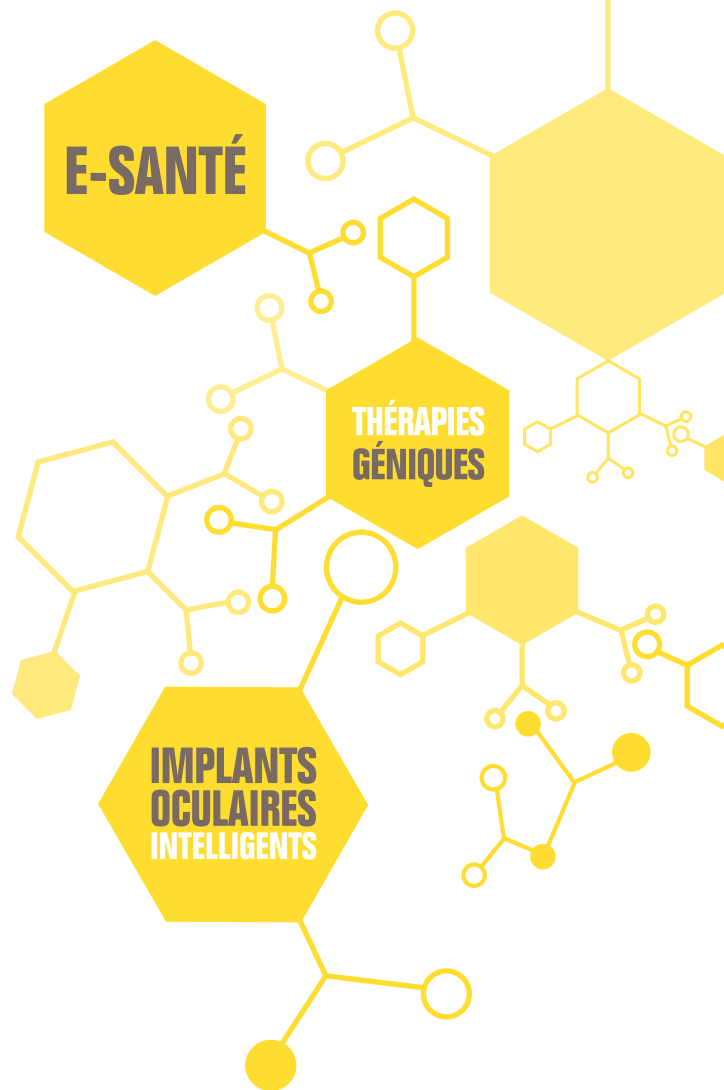
Bpifrance participe au financement de l'ensemble des filières d'énergies renouvelables du marché : l'éolien et le solaire photovoltaïque, qui continuent de représenter 80 % du total des financements, la production d'électricité et de chaleur à partir de biomasse pour l'industrie ou le résidentiel, la méthanisation et l'hydraulique.

Les investissements dans le domaine de la transition énergétique et écologique ont mobilisé 51,5 M€ en 2014 :

- 1,5 M€ de souscription, dans le cadre du Fonds National d'Amorçage (PIA), au fonds Emertec 5, fonds d'amorçage dans les domaines de l'énergie, de la chimie verte et de l'environnement ;
- près de 50 M€ investis en direct dans les entreprises en particulier dans les secteurs des énergies renouvelables (Neoen, Nénuphar), de la traction électrique (Ez Wheel), de la filière bois (Palette Gestion Services), etc.

Santé et économie du vivant : financer aujourd'hui la santé de demain

En 2014, **Bpifrance** a poursuivi avec vigueur son soutien aux entreprises de la santé et de l'économie du vivant. L'importance de ce secteur pour l'économie nationale et l'excellence de la recherche française en font un gisement de croissance important pour les années futures. Il s'inscrit, en effet, au cœur des problématiques socio-économiques, telles que le vieillissement de la population, l'accès d'une part croissante de la population mondiale aux soins et l'augmentation du niveau de vie dans les zones émergentes.



En investissement, ce sont ainsi 109 M€ qui ont été investis en direct en 2014 dans des entreprises par **Bpifrance**, pour compte propre ou au titre du PIA.

Bpifrance adresse des thématiques fortes comme la thérapie génique (participation de Innobio à un tour de table de 16,5 M€ dans Lysogène), l'e-santé (investissement de Large Venture dans Voluntis, 10 M€) ou bien encore les implants oculaires intelligents (levée en bourse de 39,5 M€ par Pixium, accompagné par Innobio et Large Venture).

Sur les 9 premiers mois de 2014, ce secteur d'avenir a représenté 16 % des financements (aides et prêts) octroyés par **Bpifrance** en innovation et, en particulier, 37 % des montants dédiés aux programmes collaboratifs.

Ceci illustre la nécessité de réunir des acteurs complémentaires afin de mutualiser les compétences sur des programmes de recherche souvent longs et coûteux.

Par exemple, **Bpifrance** a soutenu en 2014, à hauteur de 10,3 M€, le programme Alipex, porté par 3 PME Rhône-alpines (Alaxia, Eveon et DTF Medical), avec l'appui de 2 laboratoires de recherche. Ce programme vise à mettre à disposition de patients atteints de mucoviscidose un traitement inhalé de nouvelle génération efficace contre les infections respiratoires les plus sévères, y compris celles résistantes aux antibiotiques.

Le numérique, une priorité pour toutes les entreprises

Le numérique est un enjeu de compétitivité pour toutes les filières industrielles. Ainsi, **Bpifrance** a distribué, au titre du PIA, et en un temps record, pour 300 M€ de prêts numériques en 2014, à destination des entreprises souhaitant renforcer leur compétitivité *via* la transition numérique.

Bpifrance soutient également les sociétés au cœur du numérique : ainsi, sur les 3 premiers trimestres de 2014, les financements en innovation à destination du numérique ont représenté 41 % du total des financements à l'innovation. Cette part majeure démontre l'engagement de **Bpifrance** pour un secteur à même de faire adopter par l'ensemble du tissu économique des procédés et services, sources de compétitivité supplémentaire.

Le Fonds Ambition Numérique, géré par **Bpifrance** au titre du PIA, a déployé 18 M€ de fonds propres dans 11 entreprises en 2014. Il a, par exemple, investi 2 M€ dans le groupe Meninvest, propriétaire du site Menlook, qui vise à devenir le leader du e-commerce pour la mode Homme.

Enfin, le secteur du numérique est l'un des plus représentés en fonds de fonds, avec 180 M€ environ en capital-risque et capital croissance de souscriptions nouvelles (OP Ventures Early Stage, Keensight IV, Partech Growth) ou complémentaires (Idinvest Digital II, Serena II) en 2014. Le numérique est également un secteur bien représenté sur le segment de l'amorçage : en 2014, le Fonds National d'Amorçage, géré par **Bpifrance** pour le compte du PIA, a souscrit dans plusieurs fonds couvrant ce secteur, pour un montant total de 34 M€.

Le transport, un enjeu de croissance, de compétitivité et de développement durable

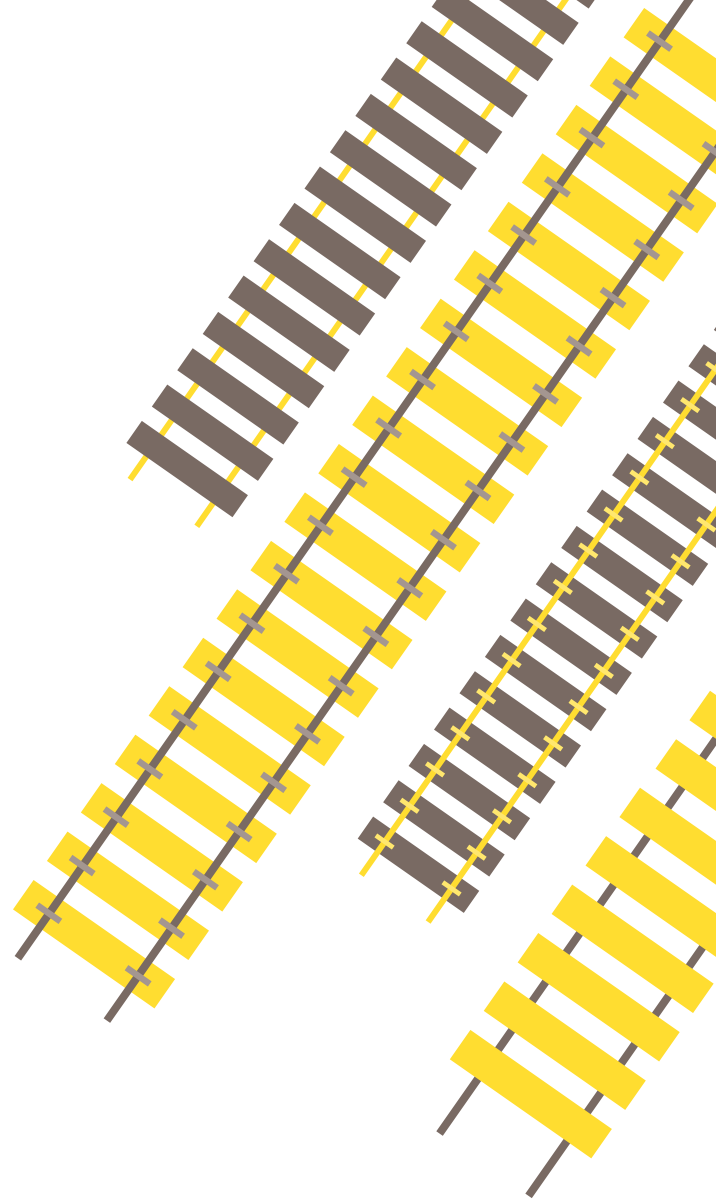
L'ensemble des métiers de **Bpifrance** concourt au développement des filières du transport.

En effet, l'innovation y porte un regard particulier, avec près de 50 M€ dédiés aux entreprises de cette filière sur les 9 premiers mois de l'année 2014.

En investissement, le Fonds Croissance Rail, lancé en 2013 avec la SNCF, Alstom, Bombardier et la RATP, vise à accompagner les sociétés du secteur ferroviaire dans leurs projets industriels, de déploiement international et de consolidation.

Après avoir rencontré plus de 100 sociétés du secteur - dont plusieurs PME ayant un potentiel d'ETI - Croissance Rail a contractualisé en décembre 2014, puis souscrit en janvier 2015, son 1^{er} investissement, dans la société Compin pour financer une croissance externe en Espagne.

Par ailleurs, il a été décidé de faire évoluer la gouvernance et la doctrine d'investissement du Fonds de Modernisation des Équipementiers Automobiles (FMEA), qui deviendra en 2015 le Fonds d'Avenir Automobile, doté de 230 M€. Ceci afin de mieux répondre aux besoins des ETI de la filière, en particulier dans leurs projets de croissance, d'internationalisation et d'innovation.



Financer l'économie sociale et solidaire (ESS)

L'année 2014 a été marquée par le vote de la loi ESS du 31 juillet 2014 qui vise à favoriser le changement d'échelle des entreprises du secteur. Cette loi porte une vision inclusive du secteur : au-delà des acteurs historiques (associations, mutuelles, coopératives, fondations), elle intègre les sociétés à utilité sociale pouvant être constituées sous forme de sociétés anonymes. La loi intègre également la notion d'innovation sociale.

Bpifrance, dans le cadre de son action au service des stratégies de croissance des entreprises et d'appui spécifique aux secteurs d'avenir, a travaillé, dès juin 2013, à un plan pour accompagner l'essor des acteurs de l'économie sociale et solidaire ayant une activité marchande. Ce dispositif vient en complément de l'action de la Caisse des dépôts. Il crée un continuum de financement, au sein de l'offre **Bpifrance**, pour les entreprises de l'ESS.

Les travaux menés, en lien avec les acteurs du secteur, ont permis d'aboutir au lancement de 3 nouveaux outils entre fin 2014 et début 2015. Ces outils viennent compléter les dispositifs généraux de financement, déjà accessibles aux entreprises de l'ESS. **Bpifrance** a ainsi engagé en 2014 plus de 100 M€ à destination de ces entreprises, à travers des financements et des garanties, illustrant le rôle des directions régionales de **Bpifrance**, en tant que points d'entrée naturels des entrepreneurs de l'ESS.

« 3 nouveaux outils de financement au service de l'ESS »

- Le Prêt Économie Sociale et Solidaire, sans garantie, d'une durée de 5 ans avec un différé de remboursement d'1 an, à destination des PME de l'ESS (y compris associations), en accompagnement d'un prêt bancaire d'égal montant.
- Le Fonds d'Innovation Sociale (FISO) lancé en partenariat avec 8 régions volontaires. La capacité d'engagement totale de ce dispositif est de 20 M€ pour une première phase expérimentale.
- Une enveloppe de fonds de fonds mobilisée, afin de développer les fonds investissant dans les entreprises de l'ESS et les entreprises recherchant un impact social.

5.3

International



Bpifrance, une présence forte au cœur de l'Europe

En 2014, **Bpifrance** a renforcé sa présence au cœur des problématiques européennes. En se dotant d'un bureau de représentation à Bruxelles, en commun avec la Caisse des dépôts, **Bpifrance** promeut son savoir-faire dans le cadre européen et contribue à la mise en œuvre des politiques publiques européennes. **Bpifrance** inscrit en particulier son action dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 et du Livre vert relatif au financement de long terme de l'économie européenne.

L'engagement européen de **Bpifrance** s'est également manifesté en 2014 par la reprise de la participation de la Caisse des dépôts au sein du Fonds Européen d'Investissement (FEI), par la souscription à son augmentation de capital et par la cooptation d'un membre représentant **Bpifrance** au sein de son conseil d'administration. Ainsi, **Bpifrance** est devenu le premier actionnaire financier du FEI, à parité avec la KfW. Cet engagement augmenté auprès du FEI renforce la portée de l'accord de coopération signé en 2013 avec le Groupe BEI et permet de renforcer les liens de **Bpifrance** avec les banques et institutions européennes actives dans le développement des PME.

Par ailleurs, 2014 a vu le renforcement de partenariats existants avec des acteurs européens, notamment avec la KfW ou encore la Cassa Depositi e Prestiti, mais également le développement d'un partenariat avec la British Business Bank, nouvellement créée. Ces partenariats visent, entre autres, à mettre en place des dispositifs communs à destination de l'internationalisation des PME.

L'Afrique, une source de croissance au cœur des priorités à l'international de Bpifrance

2014 a vu **Bpifrance** s'engager plus fortement dans la promotion du continent africain comme relais de croissance pour les PME et ETI françaises. Par l'élaboration d'un plan Afrique ambitieux, il s'agit avant tout de rendre visible et accessible le continent africain pour les PME et ETI françaises.

Bpifrance a d'abord renforcé ses partenariats avec 2 institutions de poids sur le continent. D'une part, l'accord concrétisé avec le Groupe AFD vise à renforcer la coopération et à favoriser la complémentarité de nos interventions afin de contribuer au développement à l'international des entreprises françaises, en particulier sur le continent africain. L'accord vise également à améliorer la lisibilité du dispositif public d'accompagnement et de soutien financier destiné aux entreprises françaises souhaitant se porter sur les marchés internationaux.

D'autre part, l'accord avec Attijariwafa Bank pose les bases très concrètes de la mise en relation entre entreprises françaises et marocaines, mais aussi du déploiement d'une garantie bancaire internationale devant permettre aux entreprises françaises de se développer au Maroc, comme dans le reste de l'Afrique.

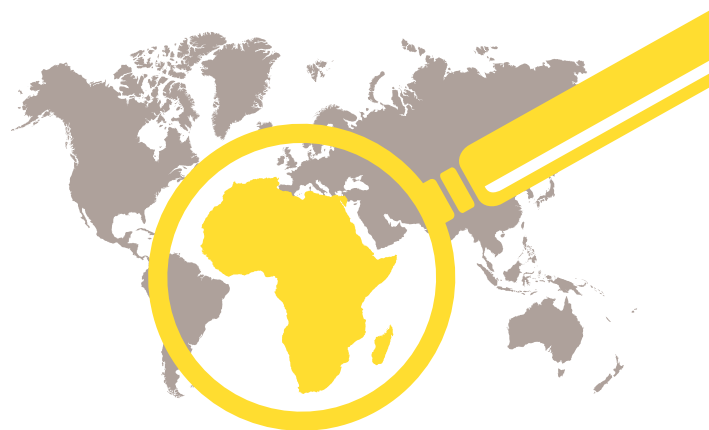
Bpifrance a, par ailleurs, poursuivi son engagement pour le développement du capital investissement en Afrique. Celui-ci se concrétise depuis 2003 par un partenariat avec Proparco (Groupe AFD) dans les fonds de fonds Averroès Finance. À fin 2014, ces fonds avaient souscrits à 11 fonds d'investissement, permettant une couverture de toute la rive Sud de la Méditerranée.

Ce dispositif permet de mettre en réseau les entreprises financées dans cette zone avec les entreprises françaises issues du portefeuille de **Bpifrance**, comme il permet aux entreprises françaises de prendre appui sur le réseau de gestionnaires locaux ainsi constitué.

La mise en place d'Averroès Finance III en 2014 voit l'élargissement du champ d'action de ce dispositif à tout le continent africain.

Bpifrance partage, par ailleurs, depuis de nombreuses années, son expertise avec des institutions étrangères désireuses d'élargir leur offre à destination de leur tissu d'entreprises. C'est ainsi, qu'en 2014, **Bpifrance** a apporté son savoir-faire pour la création du Fonds de Garantie de Djibouti, au même titre qu'à la mise en place du Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires du Sénégal.

La réussite de ces missions permet également d'entrevoir des développements futurs avec ces établissements nouvellement créés, au service des entreprises françaises souhaitant se porter sur ces marchés.



5.4

Export

2014, année de renforcement du continuum de financement à l'export pour Bpifrance

En 2014, **Bpifrance** a poursuivi la structuration de son offre Export. Deux nouvelles offres de financement ont, en effet, été constituées afin de répondre aux besoins des PME et ETI en la matière :

- **Avance+ Export**

Agissant en complément du dispositif Avance+, cette offre est dédiée à la mobilisation des créances commerciales détenues par les entreprises françaises sur leurs acheteurs étrangers, en partenariat avec la place bancaire. Là, où les MCNE (Mobilisations de Créances Nées à l'Étranger) couvrent les exportations corporelles, **Bpifrance** propose avec Avance+ Export un champ d'éligibilité beaucoup plus large, en incluant entre autres, les prestations de services ou marchés de travaux.

- **Crédit Export**

Dans un contexte de baisse marquée des contrats civils garantis par Coface DGP et de désintérêt des banques commerciales depuis 2009, principalement sur les contrats d'un montant inférieur à 20 M€, **Bpifrance** va lancer une offre de Crédit Export visant à soutenir les exportations par l'intermédiaire de prêts octroyés aux acheteurs étrangers de biens ou de services de fournisseurs français.

Ces nouvelles offres s'inscrivent dans une volonté de soutien aux entreprises françaises exportatrices et viennent, ainsi, compléter l'offre **Bpifrance Export** qui réunit, depuis 2013, les produits propres proposés par **Bpifrance**, Coface et Business France (ex - Ubifrance).

Bpifrance Export, l'association des compétences de Bpifrance, Business France (ex-Ubifrance) et Coface pour de premiers résultats encourageants

Bpifrance Export réunit depuis 2013 les dispositifs publics proposés par **Bpifrance**, Coface et Business France (ex-Ubifrance) visant à financer, sécuriser et accompagner les démarches à l'export et à l'internationalisation des entreprises. Ce dispositif, qui prend appui sur le réseau régional de **Bpifrance** auquel ont été intégrés des collaborateurs issus de Coface et de Business France (ex-Ubifrance), a permis de multiplier dès 2014 les initiatives comme les résultats.

D'une part, le Prêt Export, produit phare, a connu une croissance forte de 264 % en 2014, à 404 M€ d'engagements. Ce prêt finance les investissements immatériels et le besoin en fonds de roulement liés au développement à l'international des entreprises, jusqu'à 5 M€, sur 7 ans et avec un différé d'amortissement de 2 ans du capital.

D'autre part, **Bpifrance** a continué d'œuvrer, en lien étroit avec les chargés d'affaires de Business France (ex-Ubifrance), pour l'accompagnement des entreprises à l'international. Ce sont ainsi plus de 30 missions à l'étranger qui ont été menées en 2014, que ce soit pour accompagner des entreprises à la rencontre d'acteurs locaux sur des thématiques spécifiques (*Silver* Économie au Japon, Nouvelles énergies au Cameroun, Forum Innovation en Turquie, etc.) ou en participant à des forums et salons à l'étranger (CES à Las Vegas, Mobile World Congress à Barcelone, etc.). Ce sont au total plus de 5 000 contacts avec des clients, prospects et partenaires qui ont pu être établis au cours de l'année.

Par ailleurs, le partenariat entre Business France (ex-Ubifrance) et **Bpifrance** a permis aux chargés d'affaires à l'international d'organiser plus de 900 rencontres individuelles avec des dirigeants de PME et ETI de croissance. Ceux-ci sont déjà plus de 400 à avoir débuté la mise en œuvre de plans d'affaires à l'international.



Label Export, une identification des fonds d'investissement tournés vers l'international

Bpifrance a créé, en février 2013 et en lien avec le ministère de l'Économie et des Finances et le ministère du Commerce extérieur, un label Export destiné aux fonds d'investissement de son réseau plus particulièrement dédiés au soutien à l'internationalisation des PME.

Cette nouvelle étape consiste à labelliser « Export », 2 catégories de fonds financés par le biais de l'activité fonds de fonds de **Bpifrance** :

- les fonds ayant un « ADN Export », pour lesquels l'internationalisation des sociétés est le fondement même de leur stratégie, et qui disposent d'un savoir-faire et d'une expérience du développement à l'international ;
- les fonds généralistes qui s'engagent à investir dans des PME exportatrices.

Les décisions d'investissement dans des fonds labellisés export prises en 2013 et certaines nouvelles prises en 2014 se sont concrétisées par des souscriptions cumulées de la part de **Bpifrance** de 258 M€. La taille totale de l'ensemble de ces fonds s'élève à fin 2014 à 1,4 Md€.

5.5

Accompagnement

Au-delà des solutions de financement, **Bpifrance** met l'accent, en complément des initiatives portées par les Régions et d'autres acteurs publics, sur l'accompagnement des entreprises financées. Ceci vise à leur permettre d'identifier leurs leviers de croissance et d'amélioration stratégique ou opérationnelle, de partager leurs savoirs ou bien encore d'accéder à des formations thématiques.

Initiative Conseil

Lancé en juillet 2014, sur la base d'une pratique existante au sein de la Direction ETI/GE, « Initiative Conseil » déploie une offre de diagnostics flash à destination des PME et ETI clientes et participations de **Bpifrance**, financièrement saines et présentant de fortes perspectives de croissance. En prenant en charge 50 % du coût de la mission, **Bpifrance** fait réaliser ces diagnostics dont le but est l'identification des leviers d'optimisation tant stratégiques qu'opérationnels des entreprises.

En 2014, 76 interventions ont été réalisées, dont environ 40 % dans des ETI et 60 % dans des PME. Conduits par un réseau de consultants habilités, sous la supervision de l'équipe d'experts Initiative Conseil de **Bpifrance**, ces diagnostics se déroulent en 3 phases sur une durée de 8 à 10 jours : une journée de cadrage avec l'équipe dirigeante, plusieurs journées d'intervention au contact des équipes opérationnelles de l'entreprise et un séminaire de restitution avec l'équipe dirigeante.

En 2015, la démarche d'Initiative Conseil se renforcera, avec l'extension des diagnostics stratégiques et opérationnels au réseau **Bpifrance**, par l'ajout de l'activité AFA (Appui aux Fusions Acquisitions) d'appui à la croissance externe dans le périmètre de l'offre Initiative Conseil et par la réalisation de diagnostics panoramiques 360°.

Bpifrance Excellence

Bpifrance Excellence réunit en communauté le 1^{er} cercle des clients de **Bpifrance**, sélectionnés pour leur potentiel de croissance. Celle-ci était constituée, à fin 2014, de 1 869 entreprises choisies par les chargés d'affaires en région, dont 394 entreprises accueillies au cours de l'année.

Tout au long de l'année, les Rencontres **Bpifrance** ont permis aux chefs d'entreprise de la communauté de se rencontrer et d'échanger, notamment lors des 33 événements régionaux, qui ont regroupé au total 11 500 participants pour 1 900 entreprises Excellence.

Lors de cette tournée, les entreprises **Bpifrance Excellence** ont fait l'objet de toutes les attentions avec un *networking* dédié, la présentation des nouveaux membres, pour leur proposer un réseau social vraiment utile.

2014 a également vu se développer des outils pour asseoir le sentiment d'appartenance à la communauté **Bpifrance Excellence** (annuaire, diplôme millésimé, etc.) ainsi que pour encourager l'animation de la communauté au quotidien, *via* notamment l'envoi de *newsletters* hebdomadaires à toute la communauté, une veille média, la réalisation d'*emailings* réguliers ou encore la mise en place de sondages.

Enfin, le chantier d'une application mobile proposant de nombreuses fonctionnalités a été lancé : dès début 2015, les chefs d'entreprise pourront, par ce biais, se contacter entre eux, partager des expériences et des actualités, rechercher des partenaires parmi leurs pairs.

Bpifrance
EXCELLENCE
C'EST :



1 900
ENTREPRISES
MEMBRES

Bpifrance Université

Depuis 2013, **Bpifrance** propose une offre de formations sur-mesure aux chefs d'entreprise clients et membres d'une de ses communautés (communautés thématiques ou sectorielles, communauté **Bpifrance Excellence**, etc.). Ces formations, réunies sous le label **Bpifrance Université** en 2014, leur permettent de travailler et d'échanger entre pairs sur les principaux enjeux de croissance de leurs entreprises. Cette année, 328 entreprises clientes de **Bpifrance** ont participé aux 24 formations dispensées par **Bpifrance Université**.

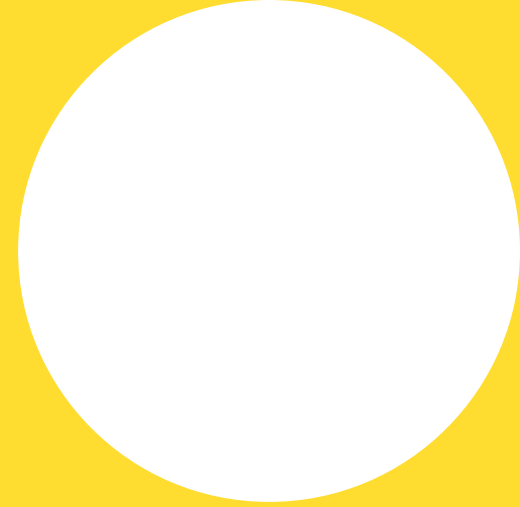
Ces formations incluent des séminaires en résidentiel qui mêlent apports théoriques, aussi bien que pratiques sur les sujets clés pour le développement de l'entreprise. Celles-ci se tiennent en Île-de-France comme en régions et sont conçues sur-mesure en partenariat avec 3 écoles de commerce reconnues : HEC, EM Lyon (Rhône-Alpes) et Kedge Business School (Bordeaux, Aquitaine).

En complément de ces séminaires, des journées d'expertise sur-mesure sont également proposées, en partenariat avec HEC, afin de développer de nouvelles thématiques et de faire un focus sur des sujets précis. Pour compléter cette offre, **Bpifrance** organise des ateliers thématiques au sein même de ses locaux, à Paris et en régions, afin de répondre, notamment, aux besoins exprimés au sein de la communauté **Bpifrance Excellence** et aux demandes spécifiques des équipes opérationnelles du groupe, et de favoriser le partage d'expérience et les échanges entre pairs.

Annoncé pour 2015, le site de *e-learning* **Bpifrance Université** mettra, quant à lui, bientôt à la disposition des chefs d'entreprises des formations et des témoignages, pratiques et opérationnels, consultables en toute circonstance, pour les aider dans leur gestion et le développement de leur entreprise.



6. COMMUNICATION : ÉVÉNEMENTS



3 questions à :

Patrice Begay, Directeur exécutif en charge de la Communication et de **Bpifrance Excellence**.

EN 2014, COMMENT SE PRÉSENTAIT LE CONTEXTE POUR LA COMMUNICATION DE Bpifrance ?

1 Pour accompagner la croissance des entreprises et préparer la compétitivité de demain, il fallait poursuivre l'installation de la marque unique, puissante, homogène et qui parle aux entrepreneurs.

Pour cela, nous avons créé des événements rassembleurs pour communiquer et diffuser largement à travers internet autour de **Bpifrance** qui est la banque des TPE, PME, ETI et l'acteur public du capital investissement. Ces actions avaient pour but de faire connaître les différents métiers, fédérer toutes les équipes autour d'un projet commun, et enfin renforcer le sentiment d'appartenance.

Chaque fois, nous nous appuyons sur nos valeurs : volonté, simplicité, proximité et optimisme et notre signature « Servir l'avenir ».

QUELLES SONT LES ACTIONS MARQUANTES EN 2014 ?

Elles ont été nombreuses et ont utilisé tous les leviers possibles.

Des événements dans toutes les régions de France ont été organisés sous forme de salons, de partenariats... Nous avons proposé aussi des événements « **Bpifrance** », tels que **Bpifrance** ETI 2020, les 20 ans du capital investissement, le lancement du *think tank* **Bpifrance Le Lab** qui ont permis de rassembler de nombreux spécialistes des secteurs.

Une grande tournée, avec 33 dates « Les Rencontres », a été organisée afin d'aller au-devant de 11 500 entrepreneurs, leur proposer nos produits et services, leur présenter des exemples concrets de réussite et leur permettre d'échanger en faisant du *networking*.

À l'occasion de plusieurs temps forts, nous avons mis en place des campagnes de publicité ciblées au ton « décalé » et direct. Des partenariats sportifs ont été aussi mis en place avec des clubs de sports collectifs dans 6 disciplines, pour s'associer aux valeurs du collectif et du réussir ensemble. Ils facilitent la relation entre les clubs et nos entreprises partenaires.

En interne, les Codir on tour et les Matinales ont été créés pour permettre aux salariés de mieux se connaître et d'échanger sur leurs métiers.

Enfin, un effort important a été fait sur tout l'aspect digital : renouvellement du site bpifrance.fr, présence accrue sur les réseaux sociaux, relais de nos événements, organisations d'événements 100 % digitaux, et un nouvel intranet commun à toutes les équipes a été lancé en septembre : Monbpifrance.

2

COMMENT, EN QUELQUES CHIFFRES CLÉS, POUVEZ-VOUS ÉVALUER CES ACTIONS ?

Une présence tout au long de l'année avec des retombées importantes.

LES SALONS

- 450 événements en régions.
- Près de 12 000 visiteurs sur notre stand.

LES ÉVÉNEMENTS Bpifrance

- **Les 20 ans du Capital Invest :**
 - +400 participants / 5 310 connexions *live* en cumulé / Vidéo : 3 328 vues.
- **ETI 2020 :**
 - près de 600 participants / près de 60 Tweets publiés sur [bpifrance.fr](https://www.bpifrance.fr).
- **Bpifrance Les Rencontres :**
33 dates entre avril et décembre :
 - 11 500 entrepreneurs rencontrés (dont 1 900 **Bpifrance Excellence**).

LES ÉVÉNEMENTS PARTENAIRES

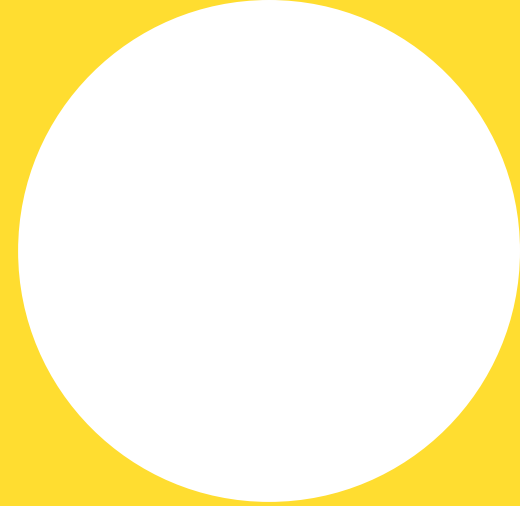
- **Planète PME :**
 - trophée PME Export ;
 - cahier spécial avec l'Opinion.
- **Événements avec les médias (en partenariat avec La Tribune) :**
 - près de 30 opérations dans l'année ;
 - une fois par semaine dans les Echos, l'Équipe, la Croix, des sujets sur la réussite et le développement des entreprises françaises, mais également dans tous les titres de la presse quotidienne régionale et les télévisions régionales sur la TNT.

LES ÉVÉNEMENTS FÉDÉRATEURS

Auprès des salariés pour mieux se connaître

- **Le 16 octobre, la convention « Réussir ensemble »**
a rassemblé pour la 1^{re} fois les 2 200 collaborateurs.
- **23 Codir on tour et 66 Matinales**
ont permis d'échanger entre salariés.

7. **Bpifrance**
INVESTISSEUR
ET FINANCEUR
TOUJOURS PLUS
RESPONSABLE



FOCUS

« Évaluation de la RSE dans les dossiers Financement et Innovation »

En décembre 2014, un dispositif d'évaluation obligatoire de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les dossiers de financement et d'accompagnement de l'innovation, au-delà de certains seuils, a été déployé. Élaboré avec les opérationnels du réseau, il s'inscrit dans une stratégie de sensibilisation des entreprises aux enjeux de la RSE et constitue une démarche innovante propre à **Bpifrance**.

L'évaluation de responsabilité sociétale réalisée sur ces dossiers porte en 10 questions sur les enjeux environnementaux, sociaux, sociétaux et de bonne gouvernance de l'entreprise.

Les risques extra financiers identifiés permettent de détecter des sources de compétitivité inexploitées, telles que, par exemple, la réduction des coûts énergétiques ou de gestion des déchets, la refonte de process ou de circuits logistiques, la mobilisation et l'implication des salariés, par une meilleure gestion des compétences et des formations adaptées, ou des conditions de santé et de sécurité au travail améliorées.

Les évaluations RSE réalisées seront analysées périodiquement, dans le double objectif d'identifier et de partager les résultats de cette approche complémentaire, puis de renforcer l'accompagnement des entreprises sur les enjeux pertinents.



L'ambition d'être un acteur exemplaire

La stratégie de responsabilité sociétale de **Bpifrance** a été validée en 2014 par les organes de gouvernance, dont le comité national d'orientation, et a fait l'objet de consultations des instances représentatives du personnel. **Bpifrance** s'engage, par sa Charte RSE, à assumer ses responsabilités en matière économique, sociale et environnementale, en s'attachant à promouvoir et agir en faveur de 4 priorités :

1 l'emploi, et plus particulièrement, l'emploi des jeunes ;

2 l'entrepreneuriat féminin ;

3 la qualité de la gouvernance et du management, notamment par l'intégration des femmes ;

4 la transition écologique et énergétique, particulièrement par l'optimisation de l'utilisation des ressources énergétiques.

L'ambition d'être un investisseur responsable

Au sein de **Bpifrance**, les dossiers présentés aux comités d'investissement des fonds directs intègrent progressivement des éléments relatifs aux enjeux « ESG » (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) de l'entreprise cible. Dans un certain nombre de cas, les engagements de progrès convenus avec les dirigeants ont été formalisés, dans le pacte d'actionnaires ou une lettre de progrès dédiée.

Parallèlement, les équipes d'investissement en fonds de fonds ont systématisé les *due diligences* ESG auprès des sociétés de gestion. Une enquête annuelle a par ailleurs été réalisée pour la 3^e année consécutive, par questionnaire adressé à tous les gestionnaires des fonds affiliés et gérés en direct par **Bpifrance**.

Des informations ont ainsi été recueillies sur 67 % des sociétés de gestion et 36 % des entreprises en portefeuille (contre respectivement 60 % et 31 % en 2013). Les réponses à ces questionnaires traduisent une prise en compte croissante des enjeux ESG, tant par les sociétés de gestion - dont 64 % des répondantes déclarent avoir formalisé une politique ESG dans leur processus d'investissement, contre la moitié l'année précédente -, que par les entreprises investies, qui aux ¾ agissent pour réduire leur empreinte environnementale (contre 60 %) ; et, à près de 60 % (contre 48 %), ont mis en place ou envisagent la mise en place d'un dispositif d'intéressement de leurs salariés.

Pendant l'année, un outil d'analyse a été conçu, avec les équipes d'investissement, afin de faciliter leur prise en compte des enjeux ESG et renforcer leur capacité à les promouvoir. Il sera mis à leur disposition au 1^{er} trimestre 2015 et s'accompagnera d'une formation en *e-learning* et d'une « hot-line ESG », pour aider les investisseurs dans leurs analyses.

L'ambition de diffuser les bonnes pratiques

L'intégration par **Bpifrance** de l'évaluation de la responsabilité sociétale des entreprises dans l'ensemble de ses métiers contribue à la sensibilisation des PME à la prise en compte des enjeux ESG dans leurs activités, en termes de risques et d'opportunités.

Bpifrance a poursuivi le programme de formation-action collective de dirigeants d'entreprise, initié en 2013, pour qu'ils conçoivent et mettent en œuvre leur propre stratégie et plan d'action de développement responsable. Une session de formation a ainsi été suivie par des dirigeants d'entreprises investies par le Fonds régional Île-de-France Capital, et une autre session a été engagée avec des dirigeants d'entreprises **Bpifrance Excellence**.

Dans les mêmes objectifs de sensibilisation et formation, **Bpifrance** poursuit la collecte et la diffusion de bonnes pratiques RSE de ses clients, et son partenariat avec un site régional et un quotidien national.

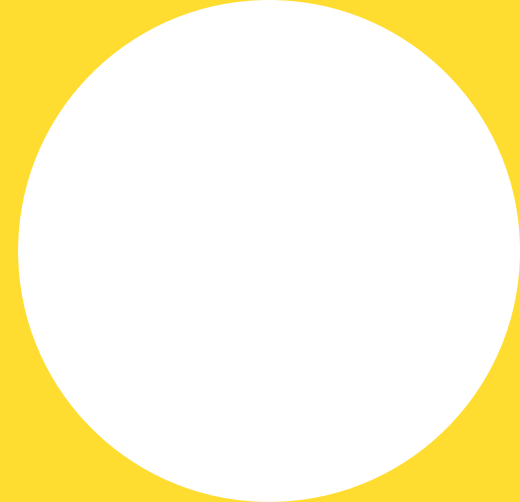
Enfin, **Bpifrance** s'est attaché à mettre en place, dans son fonctionnement interne, une mesure étendue des impacts de son activité, afin d'en améliorer la maîtrise, d'en diminuer les effets, et de sensibiliser l'ensemble de son personnel aux éco-gestes. À titre d'exemple, la mesure de la consommation de papier et d'énergie d'origine électrique sur l'ensemble des implantations de **Bpifrance** sera partiellement prise en compte dans le calcul de l'intéressement.

Bpifrance s'investira fortement en 2015 pour faire connaître ses solutions et celles de ses entreprises clientes, en faveur de la limitation du réchauffement climatique ou de l'atténuation de ses effets, dans le cadre de la préparation de la Conférence sur le climat qui se déroulera à Paris en fin d'année. Ceci en lien avec les ambitions stratégiques de **Bpifrance** en la matière, tant en financement qu'en investissement.

Bpifrance s'assurera de la complète appropriation par les équipes, et d'une bonne diffusion des enjeux auprès des entreprises, de l'analyse RSE/ESG. En parallèle, la formation des dirigeants à la RSE sera poursuivie avec volontarisme.



8. RESSOURCES HUMAINES : « FAIRE Bpifrance »



FOCUS

« La création de l'une des premières sociétés de gestion de capital investissement européennes »

Moment fort de la construction sociale de **Bpifrance**, la société de gestion unique a été constituée le 31 mars 2014, rassemblant ainsi l'ensemble des collaborateurs du métier de l'Investissement qu'ils soient issus historiquement de CDC Entreprises, du FSI ou de FSI Régions.

Bpifrance Investissement compte désormais parmi les toutes premières sociétés de gestion de capital investissement européennes avec plus de 300 collaborateurs et 22,4 Md€ de fonds sous gestion, y inclus pour compte de tiers.

Au-delà des aspects sensibles d'organisation, de procédures, d'agrèments réglementaires, de rapprochement physique des équipes, sa constitution a nécessité de parvenir à un statut social unique pour l'ensemble de ses collaborateurs. La construction de ce statut a débuté dès février 2014 avec un accord-cadre élaboré avec les représentants du personnel. À l'issue de plus de 50 réunions de négociation, 8 nouveaux accords ont été signés, traitant des thématiques de rémunération jusqu'à l'harmonisation du temps de travail. Fruit d'un dialogue social constructif et de qualité, ils complètent le statut social, désormais unique de **Bpifrance** Investissement.

La constitution de **Bpifrance** Investissement a également nécessité une recomposition du paysage syndical et l'installation de nouvelles instances représentatives du personnel. Enfin, elle s'est accompagnée de la mise en place d'un système d'information RH unique avec des règles de gestion communes au 1^{er} janvier 2015.

RESSOURCES HUMAINES

CRÉATION SOCIÉTÉ DE GESTION EUROPÉENNE

300

COLLABORATEURS

22,4 Md€

2014

C'EST

2 145
COLLABORATEURS
EN ACTIVITÉ ⁽¹⁾

DONT

2 043
À TEMPS
PLEIN

85 %
DE CADRES

DONT

60 %
RÉSEAU &
SUPPORT
MÉTIER

L'année 2014 a constitué la première année complète de fonctionnement du groupe **Bpifrance**, né le 12 juillet 2013 du regroupement des équipes du métier du Financement (ex - OSÉO) et de l'Investissement (ex - CDC Entreprises, ex - FSI, ex - FSI Régions).

Outre le processus social spécifique à **Bpifrance** Investissement, 2014 a été, pour **Bpifrance** Financement, une année d'harmonisation de ses véhicules vecteurs de rémunérations avec, notamment, un nouvel accord d'intéressement qui inclut des critères environnementaux et la réintroduction, par décret le 29 décembre, de **Bpifrance** Financement dans le champ des entreprises éligibles à la participation.

Fort d'un capital humain riche en compétences et reconnu pour sa qualité et son engagement, **Bpifrance** s'est aussi attaché en 2014 à renforcer, dans toutes ses composantes, la gestion de ses emplois et compétences et à accompagner la croissance de l'entreprise par une politique de recrutement toujours plus active.

Le groupe compte à fin 2014, 2 145 collaborateurs en activité (CDI) représentant 2 043 équivalents temps plein (1 972 à fin 2013).

Cet effectif, constitué à 85 % de cadres, se répartit à hauteur de plus de 60 % dans le réseau et support métiers, sur 42 implantations qui permettent à **Bpifrance** d'être un partenaire de proximité pour l'ensemble de ses partenaires et un acteur intégré dans le tissu économique local.

(1) CDI.

Quelques éléments et chiffres-clés retracent la politique de gestion RH en 2014

- Une politique de recrutement toujours plus active : 173 recrutements en CDI sur l'année, dont près de 30 % concernent des jeunes de moins de 25 ans. Dans ce cadre, **Bpifrance** s'attache à maintenir une politique active auprès des écoles et des universités et un véritable partenariat *via* l'apprentissage et les stages, constituant ainsi un vivier de recrutement.

Au total, les effectifs en CDI ont été, à nouveau, cette année renouvelés à plus de 8 % contribuant à abaisser l'âge moyen des collaborateurs en deçà de 44 ans.

- Un taux de *turn-over* qui demeure faible, 1 %, et qui illustre le niveau d'engagement et de fidélisation des collaborateurs de l'entreprise.
- Dans le cadre de ses programmes de formation, **Bpifrance** a mis un accent particulier sur le développement des compétences permettant l'accès à la mobilité fonctionnelle comme géographique, mais surtout sur la connaissance mutuelle des métiers du Groupe. En consacrant plus de 4 % de la masse salariale à sa politique de formation, **Bpifrance** a permis à plus de 80 % de ses collaborateurs de bénéficier d'au moins une formation au cours de l'année 2014.

- Enfin, un nouvel accord relatif à l'emploi du personnel en situation de handicap (**Bpifrance**, mai 2014) est venu compléter ceux sur l'égalité professionnelle des femmes et des hommes et sur l'intergénérationnel, autant de dispositifs de politique RH en faveur de la diversité.

En 2015, **Bpifrance** aura à cœur de poursuivre l'accompagnement RH de son développement et de la croissance de ses effectifs, notamment par un effort encore accru de formation. Il s'attachera aussi à finaliser la construction sociale de **Bpifrance** Investissement et, plus largement, à bâtir le socle social du Groupe sur des thématiques RH transversales (mobilité, qualité de vie au travail, etc.) et partagées par sa communauté humaine.

DÉVELOPPEMENT
ET ACCOMPAGNEMENT

RH

CROISSANCE
DES EFFECTIFS

LES GRANDS
AXES ET
PERSPECTIVES
2015

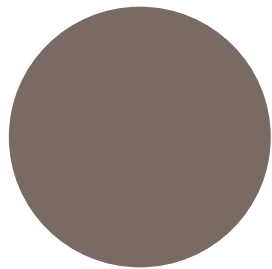
Pour contacter Bpifrance de votre région

—
bpifrance.fr

Bpifrance

27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00





SERVIR
L'AVENIR

